



PRÉFET DE LA SEINE- MARITIME

Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 23 janvier 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Industrie

- Dépollution de l'incendie de Bolloré Logistics : Highway Logistics a contesté sa mise en demeure (Paris Normandie)
- TotalEnergies à Gonfreville-l'Orcher. Après un incident à la raffinerie, la qualité de l'air sous surveillance (Paris Normandie)

Économie et vie des entreprises

- Lillebonne. "On aurait mérité mieux" : le PSE signé chez Arlanxeo jugé injuste par les salariés (Courrier Cauchois)
- Economie. Production de drones, la fin d'Ampère... Du changement sur le site de Renault à Cléon (Tendance Ouest)
- Le groupe Geodis intègre l'élite mondiale du climat (Gazette de Normandie)
- 3 milliards d'euros de bénéfices au Crédit Agricole et des conditions de travail "dégradées" : pourquoi les salariés se mettent en grève (France 3)
- En 2025, Alpine signe une année record et accélère sa croissance en Europe, portée par l'A290 (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- À Dieppe, un éco-quartier au cœur de bunkers (Gazette de Normandie)
- Le loup d'Intermarché, lointain parent du loup vert de Pavilly ? Des élus en profitent pour demander un don à l'enseigne (France Bleu)
- « Une catastrophe » : pourquoi le service de bus à la demande Filo'r enchaîne les couacs autour de Rouen ? (76 actu)
- Que se passe-t-il sous le sarcophage entourant la gare SNCF de Dieppe ? (Paris Normandie)
- Projet de remplacement du pont Gayant à Fécamp : des commerçants déjà mobilisés face aux impacts économiques (Paris Normandie)
- Près d'Elbeuf, cette Ville prévoit d'investir peu en 2026 malgré une situation financière saine (Paris Normandie)

Nucléaire

- Centrale de Penly : la sûreté nucléaire au cœur d'une réunion publique avant l'exercice du 12 février (InforNormandie.com)
- Chantier de l'EPR2 de Penly : une enquête publique débute pour les habitants de plusieurs communes autour de Petit-Caux (France Bleu)

Ports

- Trafic en hausse, investissements, multimodalité en progrès : quel bilan en 2025 pour les ports de l'axe Seine ? (Ouest France)

Mer et littoral

- A Cherbourg, le préfet maritime fixe les priorités de 2026 (Normaninamik)

Sécurité

- Sécurité. La Normandie décroche une troisième place sur un podium national qui rassure (Tendance Ouest)
- Alcool, stuprs, voiture volée : une nuit presque ordinaire pour les policiers en Seine-Maritime (infornormandie.com)
- Fausse alerte à la bombe à la synagogue de Rouen : un homme interpellé en Corrèze (France Bleu)
- La synagogue de Rouen victime d'une fausse alerte à la bombe : un homme interpellé en Corrèze (Paris Normandie)
- Qu'est-ce que le « spoofing », cette tentative de fraude bancaire qui a manqué de sévir à Duclair ? (Paris Normandie)
- Duclair. Ils se font passer pour des gendarmes par téléphone, soyez prudent (Courrier Cauchois)

Social et société

- "C'est terrible de les considérer comme une nuisance" : Face au mouvement "sans enfant", les adeptes du family-friendly s'organisent (France 3)

Aérien

- Nouvelle zone drone, aviation d'affaires, l'aéroport du Havre veut confirmer sa position en 2026 (Paris Normandie)

Environnement

- Alerte Météo. Une nouvelle tempête en Normandie ? A quoi s'attendre avec Ingrid, un département déjà sous vigilance ce week-end (Tendance Ouest)
- Une pétition contre la chasse des cerfs en forêt a récolté 25 000 signatures : "Je ne pensais pas vivre une telle boucherie" (France 3)

Santé

- Où en est-on de l'épidémie de grippe en Seine-Maritime ? (76 actu)
- « Ne plus prescrire par peur de l'amende, c'est dangereux » : après la grève, paroles de médecin (Paris Normandie)

Politique

- Élections municipales : Jérôme Blondel, élu depuis 1995 sera candidat à Baromesnil (76 actu)
- « Il y a tellement de choses à faire » : vers un nouveau mandat pour Fouad Nammour, maire de Fontaine-en-Bray (76 actu)
- Municipales 2026 au Havre. Magali Cauchois et Jean-Paul Macé candidats pour Lutte Ouvrière (76 actu)
- Municipales 2026 : à Déville-lès-Rouen, la maire Mirella Deloignon se met « en action pour Déville » (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : Les Républicains de Rouen démentent tout soutien au RN Grégoire Houdan (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Manneville-la-Goupil, le maire sortant, Christian Solinas, veut continuer de « dynamiser » le village (Paris Normandie)

- Municipales 2026 : « C'est dans les gênes », pour Gérard Larchevêque qui brigue un 4e mandat à Sauchay (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : Séverine Gest mise sur l'expérience et la proximité pour sa commune de Bourdainville (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : comment la mission locale de Lillebonne pousse les jeunes aux urnes (Paris Normandie)

Justice

- « Près de 27000€ de cadeaux » : entre Dieppe et Eu, un pharmacien tombé dans la tentation doit payer (Paris Normandie)
- À Saint-Etienne-du-Rouvray, un élève du CFA condamné pour avoir lardé de coups de cutter un camarade (Paris Normandie)

Acteurs publics

- Derrière la responsabilité financière des gestionnaires publics, le défi d'équilibrer contrôle et innovation
- À la Dila, l'IA se construit en fonction des besoins métiers
- Élections professionnelles : les nouvelles règles du jeu pour 2026
- Décarbonation des métropoles : le difficile passage de la stratégie à l'action

Dépollution de l'incendie de Bolloré Logistics : Highway Logistics a contesté sa mise en demeure

Jérémy Chatet

4-5 minutes

Highway France Logistics, dont l'entrepôt de Grand-Couronne a été détruit dans un incendie le 16 janvier 2023 a contesté devant la justice, sans succès, sa mise en demeure par la préfecture de la Seine-Maritime.



Highway Logistics a contesté devant la justice sa mise en demeure pour le retard pris dans le chantier de dépollution de l'incendie de Bolloré Logistics. - Archives Stéphanie PÉRON/PN



Publié: 22 Janvier 2026 à 16h01 Temps de lecture: 1 min

C'est une énième bataille que se livrent Highway Logistics, propriétaire de l'entrepôt de Grand-Couronne [incendié](#) le 16 janvier 2023, et la préfecture de la Seine-Maritime. Celle-ci a adressé en novembre dernier une nouvelle [mise en demeure](#) à l'encontre de la société, à laquelle il est reproché de faire traîner le chantier de dépollution du site incendié.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Incapacité financière ?

Une mise en demeure contestée par Highway Logistics, par une requête en référé déposée le 20 décembre dernier au tribunal administratif de Rouen. En vain. Celle-ci ayant été rejetée par décision de la juge des référés le 6 janvier. La société n'ayant pas réussi à convaincre de l'urgence à suspendre l'arrêté préfectoral. Highway Logistics avait avancé des arguments financiers, expliquant notamment qu'elle « *se trouve, faute de disposer des liquidités suffisantes, dans l'incapacité financière de procéder seule aux travaux de déconstruction et de gestion des déblais* ». « *La société requérante, qui n'apporte aucun élément comptable ni aucune indication chiffrée sur sa situation économique, ne donne aucune précision sur le montant prévisionnel des travaux en litige et ne démontre ainsi pas qu'ils constitueraient une charge qu'elle ne serait pas en mesure d'assumer* », a toutefois jugé le tribunal administratif de Rouen.

Bon de commande non reçu

La mise en demeure de la préfecture de la Seine-Maritime porte sur les travaux de déconstruction des murs et de la dalle de l'entrepôt qui se font attendre. Fin décembre, la Dreal n'avait toujours pas reçu le bon de commande attendu, preuve de la mise en route du chantier de dépollution.

Lire aussi

[Ciné piscine, clown, lecture... Que faire le week-end du 23 au 25 janvier 2026 à Rouen ?](#)

[« Ne plus prescrire par peur de l'amende, c'est dangereux » : après la grève, paroles de médecin](#)

[La synagogue de Rouen victime d'une fausse alerte à la bombe : un homme interpellé en Corrèze](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Grand-Couronne \(Seine-Maritime\)](#) [Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



TotalEnergies à Gonfreville-l'Orcher. Après un incident à la raffinerie, la qualité de l'air sous surveillance

Nicolas Le Jean

4-5 minutes

Un incident de fonctionnement est survenu sur une installation de la raffinerie TotalEnergies, à Gonfreville-l'Orcher, dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 janvier 2026. Atmo Normandie a déclenché une cellule d'astreinte pour surveiller la qualité de l'air.



Publié: 22 Janvier 2026 à 18h16 Temps de lecture: 2 min

Cette fois, TotalEnergies a communiqué, et même très vite.

« Depuis ce mercredi 21 janvier 2026, nous vous informons que des odeurs inhabituelles, épisodes de torche, et/ou de bruits pourront être observés jusqu'au 22 janvier 2026 – 20h », indique l'industriel sur le site Allo Industrie, le dispositif d'information des populations sur des « événements perceptibles ».

« Un phénomène propre au fonctionnement d'un site de raffinage »

Ces événements font suite à un incident, « un dérèglement » sur une installation de la raffinerie de Normandie à [Gonfreville-l'Orcher](#), dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 janvier 2026. « Un dérèglement est un phénomène propre au fonctionnement d'un site de raffinage », précise TotalEnergies à Paris Normandie.

Dans la nuit du 18 au 19 janvier 2026, une forte détonation accompagnée de fumées blanches était survenue sur le même site. [Elle avait été perçue comme inhabituelle](#), mais TotalEnergies n'avait pas communiqué sur le phénomène qu'il avait qualifié par la suite de normal.

Des résultats de labo à venir

Le récent incident a conduit Atmo Normandie, l'observatoire de la qualité de l'air dans la région, [à déclencher sa cellule d'astreinte](#). Mercredi 21 janvier 2026, il a réalisé des prélèvements d'air sous les vents de l'usine et sollicité les « Nez » habitant le secteur.

Les premiers résultats ne révèlent rien d'anormal, mais d'autres analyses, confiées à un laboratoire, sont en cours. Leurs résultats devraient être connus « *en début de semaine prochaine* », précise Atmo Normandie jeudi 22 janvier 2026.

Lire aussi

[Nouvelle zone drone, aviation d'affaires, l'aéroport du Havre veut confirmer sa position en 2026](#)

[Goderville. Une nouvelle soirée « zen » à la piscine Plein Ciel](#)

[Football – Ligue 1 : quand reverra-t-on Abdoulaye Touré sous le maillot du HAC ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Gonfreville-l'Orcher \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Nouvelle zone drone, aviation d'affaires, l'aéroport du Havre veut confirmer sa position en 2026](#)



Lillebonne. "On aurait mérité mieux" : le PSE signé chez Arlanxeo jugé injuste par les salariés

Cédric Thomire

3-4 minutes

"Ce n'est pas un PSE de mendiants, mais pour les moyens du groupe Aramco, c'est nettement insuffisant !" Sylvain Renault, délégué syndical CGT d'[Arlanxeo](#), n'est pas satisfait des moyens d'accompagnement des salariés figurant dans le Plan de sauvegarde de l'emploi adopté, mercredi 21 janvier. Le jeudi 2 octobre 2025, [Arlanxeo Elastomères France SAS avait annoncé son projet de cessation totale d'activité sur le site de Port-Jérôme](#), employant 165 personnes.

Deux syndicats sur trois signent

La CGT a refusé de signer le PSE, à l'inverse de la CFE-CGC, syndicat majoritaire, et FO qui l'entérinent, sans gaité de cœur. *"Aramco avait donné un budget à Arlanxeo, on a été au bout. Ne pas signer le PSE, cela voulait dire se satisfaire du document unilatéral rédigé par l'employeur qui était beaucoup moins favorable",* expose Emmanuel Fontaine, délégué syndical CFE-CGC. Les trois organisations syndicales avaient consulté les salariés.

Seulement une vingtaine de personnes pourront profiter d'un congé de fin de carrière, leur permettant un départ en retraite anticipé, 7 ans avant l'obtention de leur taux plein. Les congés de reclassement (qui permettent un accompagnement des salariés pour les aider à retrouver un emploi tout en restant rémunérés) seront d'une durée de 15 mois pour les moins de 50 ans, 18 mois pour les plus de 50 ans et 21 mois pour les plus de 55 ans. *"Ça fait un peu léger pour retrouver du travail quand on sait que d'anciens opérateurs d'ExxonMobil cherchent du travail dans le bassin d'emploi ([plus de 200 à la date d'octobre 2025, N.D.L.R.](#))"*, souligne Sylvain Renault.

"Les mesures financières, c'est une chose. Nous

sommes dégoûtés de perdre notre travail"

Seules les indemnités de licenciement et les primes supralégales semblent convenir aux salariés, par dépit, selon les deux syndicats. Le représentant de la CGT rappelle que *"le 2 octobre, le P.-D.G. d'Arlanxeo, Stephan van Santbrink, avait affirmé dans un communiqué que le PSE serait à la hauteur de la 'précieuse contribution' des salariés à l'entreprise. On voit maintenant comment il nous considère. On méritait mieux"*. Pour beaucoup, c'est un sentiment d'amertume qui flotte. *"Les mesures financières, c'est une chose. Nous sommes surtout tous dégoûtés de perdre notre travail, réagit toutefois Emmanuel Fontaine. J'aurai préféré partir en retraite d'Arlanxeo après un pot entre collègues que de devoir dans quelques semaines rendre visite à France Travail."*

Une cinquantaine de salariés quitteront l'entreprise à la mi-mars 2026. Trente-cinq autres en avril, puis par vague jusqu'en septembre. Ne resteront alors qu'une dizaine de salariés pour le démantèlement des unités.

Economie. Production de drones, la fin d'Ampère... Du changement sur le site de Renault à Cléon

Pierre Durand-Gratian

~3 minutes

La semaine est chargée d'annonces pour [le site Renault Ampère de Cléon](#).

Le site devrait être retenu pour produire les moteurs de drones militaires pour l'armée française, ont révélé lundi 19 janvier [nos confrères de l'Usine nouvelle](#). A la clé, un marché estimé à un milliard d'euros sur 10 ans avec la Direction générale de l'Armement pour Renault, en partenariat avec le spécialiste de la Défense Turgis-Gaillard. Il s'agit de produire un drone militaire multi-usage, élément stratégique jugé désormais essentiel dans le contrôle de l'espace aérien.

Les châssis seront fabriqués sur le site du Mans. Les salariés en ont été informés par la direction lors d'un Comité social et économique (CSE) extraordinaire en début de semaine, apprend *Tendance Ouest*. Pour le site Renault Ampère de Cléon, Renault ne confirme rien pour l'heure. *"Nous avons des contacts avec le ministère français des Armées. Des projets sont à l'étude depuis plusieurs mois mais l'on se doit de respecter le processus de consultation des instances du personnel"*, répond simplement le groupe Renault à nos sollicitations.

"Nous avons eu un CSE ordinaire hier [mercredi 21 janvier, N.D.L.R.] sur le site de Cléon, on a posé la question. La direction a répondu qu'elle n'avait rien à nous dire", explique David Bellanger, élu CSE sur le site seinomarin et délégué syndical central Ampère. Pour lui, la confirmation devrait intervenir *"sous peu"*. Si ce marché peut garantir une pérennité pour le site, il a été diversement accueilli par les syndicats. *"Nous, on a été embauchés pour faire des voitures et des moteurs. Là, c'est de la production d'armes qui serviront à tuer. Pour nous, c'est insupportable"*, réagit Pascal Le Manach, délégué syndical CGT Renault Cléon.

Ampère doit être dissous

Comme une nouvelle ne vient jamais seule, les salariés de Cléon ont été informés cette même semaine de la volonté de Renault de détricoter Ampère, l'un des projets phares de l'ère Luca de Meo, consacré à l'électrique. Ampère devait être introduit en bourse mais l'opération a été abandonnée, faute d'avoir pu trouver suffisamment d'investisseurs pour une valorisation satisfaisante.

"Ampère n'existera plus au 1^{er} juillet", détaille David Bellanger, qui précise que le site de Cléon doit devenir *"une filiale 100 % Renault autonome"*. La vocation du site, [qui produit principalement les moteurs électriques de la marque au losange](#), doit rester la même.

Le groupe Geodis intègre l'élite mondiale du climat

L.R

4-5 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© Geodis

Fort de sa présence en Seine-Maritime via ses sites de Saint-Vigor-d'Ymonville et Sotteville-lès-Rouen, le groupe a récemment consolidé son ancrage territorial avec le rachat du groupe normand Malherbe. Ce renforcement stratégique en Normandie s'accompagne d'une progression notable de la note A- à A, confirmant le leadership de Geodis dans la gestion des risques climatiques sur l'ensemble de sa chaîne de valeur.

En progressant de la note A- à A en un an, Geodis confirme sa capacité à transformer l'ensemble de sa chaîne de valeur. Cette ascension constante témoigne de la solidité de sa stratégie et de son rôle moteur pour influencer durablement le secteur du transport et de la logistique vers une plus grande sobriété.

Une ambition validée par les standards internationaux

Cette reconnaissance repose sur une trajectoire de réduction rigoureuse, officiellement validée par l'initiative Science Based Targets (SBTi). GEODIS s'est fixé des objectifs de court terme ambitieux : réduire ses émissions directes (scopes 1 et 2) de 42 % et ses émissions liées au transport sous-traité (scope 3) de 25 % d'ici 2030, sur une base de référence 2022. Cette feuille de route impose une transformation profonde des opérations, privilégiant des solutions sobres en carbone et intégrant systématiquement l'urgence climatique dans chaque décision d'investissement et de développement produit.

Une consécration pour l'excellence climatique

« L'obtention de la note A, la plus élevée décernée par le CDP, constitue une reconnaissance forte de la rigueur et de l'ambition de notre stratégie climatique », a déclaré Marie-Christine Lombard, présidente du directoire de Geodis. « Elle illustre l'engagement de l'ensemble des équipes de Geodis à transformer durablement nos opérations et à accompagner nos clients vers des solutions logistiques plus durables. Dans un secteur du transport et de la logistique confronté à de grands défis de décarbonation, nous nous engageons pleinement en tant qu'acteur clé de la transition environnementale. »

Le cadre RSE de Geodis, fondé sur l'innovation et l'engagement envers les normes internationales, se voit ainsi validé par une référence indépendante reconnue mondialement.

3 milliards d'euros de bénéfices au Crédit Agricole et des conditions de travail "dégradées" : pourquoi les salariés se mettent en grève

Mélisande Queïnnec

7-9 minutes

La colère sociale monte au sein des caisses régionales du Crédit Agricole. Les salariés ont été appelés à un débrayage ce jeudi 22 janvier 2026. Ils dénoncent des augmentations de salaires insuffisantes et un plan de transformation menaçant l'emploi. En Normandie, ce mouvement est inédit, selon les syndicats.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Ils sont près de 4 000 à travailler pour le Crédit Agricole, dans la région. Au moins 30 % des 2 000 salariés du Crédit Agricole Normandie (pour l'Orne, la Manche et le Calvados) ont débrayé ce jeudi, selon les syndicats.

Ils seraient même 45 % (sur 1 900 salariés) au Crédit Agricole Normandie-Seine (pour l'Eure et la Seine-Maritime).

On a besoin de considération dans notre travail. Il y a eu des changements en interne, on a aussi la problématique des salaires. Aujourd'hui, on sait que les néobanques se développent, on est inquiet. C'est un tout, un ras-le-bol. C'est le moment de tirer la sonnette d'alarme.

Un gréviste sur le site du Crédit Agricole Normandie-Seine, à Bois-Guillaume (Seine-Maritime)

Tous dénoncent une dégradation continue de leurs conditions de travail, des postes supprimés, de nombreuses agences fermées en

quelques années et des augmentations de salaire moindres.

VIDÉO. Le reportage d'Emmanuelle Partouche et Héroïse Drouet :

durée de la vidéo : 00h01mn34s



Pourquoi cette grève au Crédit agricole • ©France 3 Normandie

Outre le débrayage, des manifestations ont été organisées devant les sièges régionaux de Caen et Bois-Guillaume, près de Rouen. 140 salariés environ ont rejoint la mobilisation devant le siège caennais, sur l'esplanade Brillaud-de-Laujardière, 200 à 250 devant celui de Bois-Guillaume, situé chemin de la Bretèque.

Plusieurs raisons sont avancées par les grévistes. *"Nos conditions de travail se dégradent régulièrement depuis plusieurs mois"*, explique Olivier Rouaud, secrétaire général Sud Crédit Agricole Normandie, évoquant des chiffres de l'ex Basse-Normandie.

"Des personnels absents ne sont pas remplacés, avec des conséquences sur la santé des salariés. Ces six dernières années, nous avons perdu 300 postes sur 2 300 et une réorganisation en cours prévoit à nouveau la suppression de 40 postes. 13 permanences ont fermé ces deux dernières années, cela a un impact sur la qualité du service à la clientèle", poursuit-il.

Il n'y a pas de grand partage de la valeur financière. Sur notre caisse régionale Basse-Normandie, on a une progression au 3e trimestre 2025 de +12% et aujourd'hui, on a une augmentation générale des salaires de 0,44%. C'est très loin de l'inflation prévue pour 2026.

(Olivier Rouaud, secrétaire général Sud Crédit Agricole Normandie)

En parallèle, les salaires augmentent très peu, malgré des bénéfices records pour le Crédit Agricole (3,2 milliards d'euros au 3e trimestre 2025). Les salariés ont obtenu moins de 0,5 % d'augmentation de salaire malgré des résultats *"très bons"*. *"Il faut*

que les salariés soient récompensés à la hauteur de l'investissement de chacun", plaide Olivier Rouaud.

Christophe Salhorgne, président de la CFTC Crédit Agricole Normandie-Seine, assure, amer : *"La colère, ça fait quelque temps qu'elle couve. Ce qui a fait déborder le vase, c'est le traitement fédéral sur les augmentations de salaire générales".*

"Ce n'est pas admissible, dans un groupe comme le nôtre, que la reconnaissance ne soit pas au rendez-vous par rapport à l'investissement des collaborateurs au quotidien", lâche-t-il.

Ces revendications s'inscrivent également dans un contexte de réorganisation au sein du Crédit Agricole, entraînant notamment la fermeture d'agences (comme celle de Montreuil-l'Argillé, près de Bernay, dès le printemps dernier).

Ce "plan efficacité" doit mettre l'accent sur la digitalisation du Crédit Agricole, au niveau national, mais pourrait entraîner plusieurs suppressions de postes notamment dans des services des sièges régionaux, ce que les syndicats dénoncent.

Rien n'est définitif, mais on a des craintes pour l'emploi des sites. Ce sont tous nos collègues qui travaillent sur ce qu'on ne voit pas au niveau des agences. Notre revendication, c'est de maintenir l'emploi dans les bassins régionaux, à Évreux comme à Bois-Guillaume.

Nicolas Chiren, élu CSE - CGT Crédit Agricole Normandie-Seine

Ils pointent aussi des objectifs commerciaux de plus en plus forts, voire inatteignables, et des heures supplémentaires non payées.

"On nous promet du digital, l'arrivée de l'IA. Mais ce n'est pas encore le cas, pointe Olivier Gracieux, délégué syndical SNE Crédit Agricole Normandie-Seine. Aujourd'hui, le métier n'a pas encore réellement changé. Mais les conditions de travail des collègues sur le terrain ont fortement augmenté."

Olivier Gracieux déplore une "pression" accrue sur les salariés, *"alors qu'aujourd'hui, on n'a pas encore le bénéfice de toutes les évolutions qu'on nous promet"*.

Dans l'ex Basse-Normandie, ce sont les syndicats Sud et Unsa Crédit Agricole Normandie qui ont appelé à ce mouvement de grève. Une mobilisation historique : il s'agit en effet de la première fois que toutes les agences du Crédit Agricole en France s'organisent pour cesser le travail le même jour.

Dans notre région, le dernier mouvement massif avait eu lieu en 2005 - les salariés dénonçaient alors la fusion des sièges de l'Orne,

de la Manche et du Calvados.

Par ailleurs, la grève est rare dans le secteur bancaire, d'autant plus dans une banque mutualiste comme le Crédit Agricole. L'action de ce jeudi a été qualifiée de "*grande première*" dans une communication syndicale adressée la semaine dernière aux salariés.

De son côté, la direction du Crédit Agricole Normandie-Seine a réagi dans un communiqué, se disant prête à poursuivre le dialogue social.

Elle précise que "*les attentes exprimées par les équipes font l'objet d'une attention particulière, notamment celle relative à l'accompagnement des collaborateurs dans un contexte de forte évolution du marché de la banque-assurance*".

[La direction du Crédit Agricole Normandie-Seine a réagi par voie de communiqué. • © France 3 Normandie](#)

Christophe Salhorgne, président de la CFTC Crédit Agricole Normandie-Seine, note : "*Ce qu'on espère, c'est qu'au niveau de la fédération, les responsables reviennent au tour de table et fassent des propositions entendables par les organisations syndicales, et en local, si ça ne devait pas aboutir, que nos revendications soient entendues*."

Une réunion de négociations est justement organisée dans l'après-midi entre les syndicats et la direction du Crédit Agricole Normandie-Seine.

Avec Karine Lepointeur et Emmanuelle Partouche.

En 2025, Alpine signe une année record et accélère sa croissance en Europe, portée par l'A290

Franck Weber

5-7 minutes

La marque sportive dieppoise du groupe Renault a réalisé une année historique en 2025. Alpine franchit pour la première fois le seuil des 10 000 immatriculations, avec une croissance tirée par l'arrivée de nouveaux modèles.



Publié: 22 Janvier 2026 à 12h15 Temps de lecture: 3 min

Alpine a vécu une belle année 2025. La marque née à Dieppe a enregistré 10 970 immatriculations dans le monde, soit une hausse de 139 % par rapport à 2024. Une performance record, qui marque la cinquième année consécutive de croissance pour le constructeur.

Cette envolée est bien visible en Europe, où les ventes progressent de plus de 145 %. La France reste le premier marché d'Alpine avec 5 383 véhicules écoulés, en hausse de près de 90 %. D'autres pays affichent des progressions spectaculaires, à l'image du Royaume-Uni (+369 %), de l'Allemagne (+133 %) ou encore de l'Espagne (+544 %). Les Pays-Bas se distinguent même avec une croissance à quatre chiffres.

L'[Alpine A110](#) continue de jouer un rôle central. Le coupé sport biplace conserve sa place de leader européen sur son segment, avec 44 % de parts de marché. En 2025, 2 681 exemplaires ont été vendus, majoritairement dans des versions haut de gamme.

« Cette performance est d'autant plus remarquable que l'A110 arrive en fin de carrière, après plus de huit ans sur le marché », indique Alpine dans un communiqué.

2025 marque une étape historique pour Alpine.

Philippe Krief, Directeur général de la marque Alpine

Cette montée en puissance s'accompagne aussi d'un repositionnement assumé de la marque sur le segment haut de gamme. En 2025, plus de six A110 sur dix ont été vendues dans ces versions, qu'il s'agisse de séries limitées ou de finitions supérieures. Les déclinaisons les plus radicales, comme les A110 R et A110 R 70, ont représenté près d'un quart des ventes du modèle, confirmant l'appétence des clients pour des véhicules à forte identité sportive.

Leader en France, Espagne, Pays-Bas

Alpine souligne que cette orientation vers des modèles à l'identité forte contribue à renforcer l'image de la marque et sa rentabilité. Dans plusieurs pays européens, l'A110 domine largement son segment des coupés sportifs biplaces, « *occupant la première place notamment en France, en Belgique, en Espagne, aux Pays-Bas ou encore en Pologne* », énumère Alpine dans son communiqué. Un succès qui s'explique, selon la marque, par un équilibre toujours recherché entre « *performances, légèreté et plaisir de conduite, valeurs historiques d'Alpine* » que le constructeur entend préserver malgré l'évolution vers l'électrique et l'élargissement de sa gamme.

Le succès de l'A290

Mais la véritable locomotive de l'année se nomme A290. Lancée fin 2024, la citadine sportive électrique représente à elle seule près de 75 % des ventes de la marque, avec plus de 8 000 unités immatriculées dans le monde. Élue Voiture de l'année 2025, elle a permis à Alpine d'élargir sa clientèle.

Autre nouveauté stratégique, l'A390, a débuté sa commercialisation fin 2025 à partir de 67 500 euros. Ses premières livraisons ont déjà commencé et doivent soutenir la croissance en 2026 du constructeur.

Parallèlement, Alpine étoffe son réseau qui compte désormais 169 points de vente et ateliers dans 25 pays, avec l'ambition de dépasser les 200 sites d'ici fin 2026. « *2025 marque une étape historique pour Alpine* », souligne Philippe Krief, directeur général de la marque, qui voit dans ces résultats la confirmation d'une stratégie axée sur l'électrification et la montée en gamme.

Lire aussi

[Municipales 2026 : « C'est dans les gènes », pour Gérard Larchevêque qui brigue un 4e mandat à Sauchay](#)

À Dieppe, un éco-quartier au coeur de bunkers

Isabelle Boidanghein

5–6 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© 3F Normandie

Le projet de l'écoquartier du Val-d'Arquet 2 à Dieppe va bientôt se concrétiser. Le bailleur social 3F Normandie (Groupe Action Logement), implanté en Normandie où il gère 24 000 logements, va y construire 455 logements sociaux, dont 184 logements individuels et 271 logements collectifs.

Accueillir les salariés du futur EPR

À cela s'ajoutera celle d'une résidence hôtelière à vocation sociale de 360 appartements sur un vaste terrain de 16 ha où se trouvent... dix bunkers aménagés par les Allemands durant la Seconde Guerre mondiale et reliés entre eux par des tunnels. Le site aurait aussi été occupé durant l'époque gallo-romaine.

Dans un premier temps, la résidence mobilité de 360 logements permettra d'accueillir les salariés de la construction du futur EPR à Penly. Cette résidence sera reconvertie en 140 logements locatifs sociaux après une dizaine d'années d'exploitation. Le démarrage

des travaux est prévu en 2027 jusqu'en 2029-2030.

Le projet a été confié aux équipes des architectes parisiens d'Une Fabrique de la Ville et aux paysagistes parisiens de l'agence Ter. Du T2 au T5, en locatif social, locatif libre, accession sociale et accession libre.... Le Val-d'Arquet 2 affichera différentes typologies et modèles d'accession dans un cadre paysager de grande qualité, dans un esprit de *«hameau dans un parc habité»*.

Dès mars, des fouilles conjuguées à une dépollution pyrotechnique et à une sécurisation pyrotechnique de ces fouilles seront entamées pour durer jusqu'en fin février 2027 pour l'ensemble du foncier, soit 20 ha. Le coût prévisionnel est estimé à 1 800 000 € HT. Certains des dix bunkers sont très enfouis. Ils sont associés à d'autres structures/aménagements défensifs qui seront caractérisés durant ces fouilles.

Des bunkers sécurisés

Ces bunkers feront partie intégrante du projet immobilier. Sécurisés à la demande de la direction régionale des affaires culturelles, ils seront intégrés dans un écrin de verdure : une coulée verte, lieu de balade, accessible à tous : *«L'arrêté délivré nous demande de conserver les bunkers en l'état, souligne 3N Normandie. Ceux-ci feront l'objet d'une investigation de la part du prestataire qui réalisera les fouilles et qui devra les restituer en l'état. Les bunkers qui sont enterrés le resteront à l'issue des fouilles et nos aménagements seront réalisés en tenant compte de leur emplacement. D'une contrainte, nous avons choisi d'en faire une opportunité»*.

De même, la structure paysagère et écologique va devenir le support d'une urbanisation durable offrant de nouveaux modes de vie et de gestion où la place de la voiture sera maîtrisée au profit des modes de déplacement doux. Les constructions devront respecter la réglementation environnementale, soit RE 2020 Seuil 2028. Laine de bois, paille et autre seront utilisés pour l'isolation. Avec ce projet sans doute unique en France, la ville et 3F Normandie veulent prouver que développement urbain et préservation du patrimoine historique, peuvent rimer ensemble.

Le loup d'Intermarché, lointain parent du loup vert de Pavilly ? Des élus en profitent pour demander un don à l'enseigne - ICI

Emmanuel Grabey

4-6 minutes

Une statue de Sainte Austerberthe avec son loup à ses pieds orne le parvis de la chapelle qui lui est dédiée à Pavilly. © Radio France - Emmanuel Grabey

Publié le jeudi 22 janvier 2026 à 18:56 Mis à jour le vendredi 23 janvier 2026 à 8:34

Des élus de Pavilly voient dans le loup végétarien de la pub Intermarché diffusée en décembre un lointain parent du loup vert légendaire de leur commune. Ils en profitent pour mettre en lumière l'appel aux dons pour rénover la chapelle de Sainte Austreberthe, liée à cette légende.

Quand on interroge les passants sur le marché de Pavilly (Seine-Maritime), en ce jeudi 22 janvier 2026, tous se réjouissent d'avoir vu la pub d'Intermarché : *"Elle est très bien", "Excellente !", "Agréable comme tout, c'est très gentil", "J'ai adoré, un peu comme tout le monde."* Le petit film d'animation, [garanti sans intelligence artificielle](#), a fait le tour du monde, **générant plus d'un milliard de vues** selon l'enseigne de grande distribution. Diffusé à l'occasion des fêtes de fin d'année, il met en scène un loup qui devient végétarien pour se faire des amis.

Plus de deux millions d'euros pour restaurer la chapelle

Cette histoire rappelle une légende de la commune, celle du loup vert de Pavilly. *"Sainte Austreberthe allait porter du linge à l'abbaye de Saint-Wandrille avec un âne",* raconte Sophie. *"Mais un loup a mangé l'âne, alors Sainte Austreberthe lui a dit 'Tu transporteras le linge', et le loup a fait le travail de l'âne."* Une version de la légende raconte que **le loup a été obligé de devenir végétarien**, et que son pelage est devenu tout vert. C'est ce qui est expliqué sur un

petit panneau accroché à la chapelle dédiée à Austreberthe, dans le centre de Pavilly. Une **statue de la sainte**, accompagnée de son loup, orne même le parvis.

Un panneau à l'entrée de la chapelle détaille la légende du loup vert converti de force au végétarisme. © Radio France - Emmanuel Grabey

Le monument religieux médiéval est **l'un des plus vieux de la Seine-Maritime**, mais il est en très mauvais état. *"C'est une chapelle classée de toute beauté qui est en péril"*, déplore Marie-France. *"J'habite exactement en face et le toit tombe en miettes, les plaques descendent... Sainte Austreberthe était soi-disant une merveille, elle aurait mérité bien mieux !"* La restauration de l'édifice coûterait **plus de deux millions d'euros**. Des élus de Pavilly ont sollicité Intermarché pour participer au financement du chantier, en mettant en avant une filiation supposée entre les deux carnassiers devenus végétariens. *"Ils ont dû gagner beaucoup d'argent avec cette publicité"*, explique Jocelyne, *"je suis d'accord pour qu'ils participent un petit peu à la restauration."*

[Intermarché - Le Mal Aimé](#)

- [Publicité](#)
- [Patrimoine culturel](#)
- [Église \(édifice\)](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- C'est une information ici Normandie. Les résultats des analyses le confirment : le "grand canidé" retrouvé mort percuté par un véhicule sur l'autoroute A131 à hauteur de Sandouville entre Tancarville et Le Havre le 17 janvier 2025 était bien un loup. Un loup d'une souche des pays de l'Est.

Le 12/05/2025 à 14:44

- Un chacal doré, un mammifère proche du chien et du loup, a été

« Une catastrophe » : pourquoi le service de bus à la demande Filo'r enchaîne les couacs autour de Rouen ?

6–8 minutes

Depuis le 2 janvier, les transports à la demande Filo'r de la Métropole de Rouen ont changé de délégataire. Une transition qui occasionne des problèmes répétés. Témoignages.

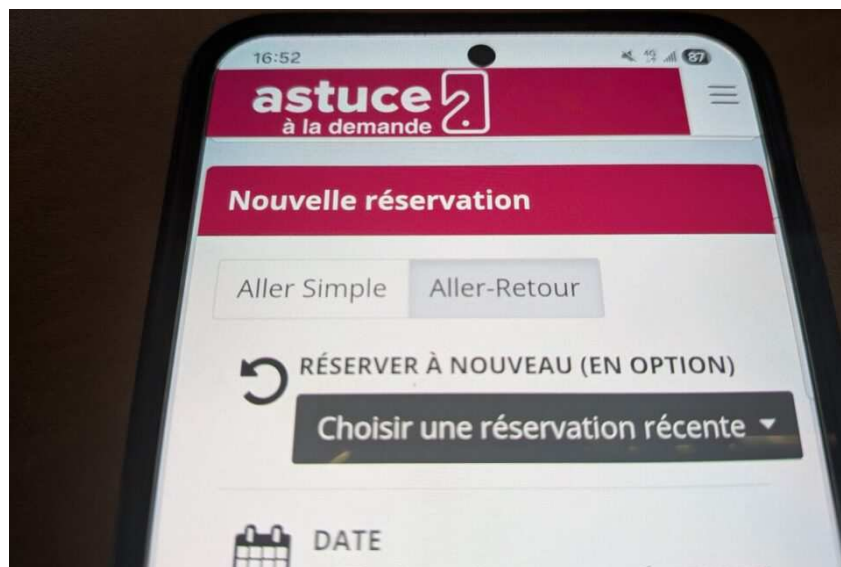
Sur le même thème

[Métropole Rouen](#)

[Réseau Astuce-TCAR](#)

[Transport](#)

Article réservé aux abonnés



Le service de transports à la demande de la Métropole de Rouen connaît quelques ratés depuis janvier. (©MC/76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 22 janv. 2026 à 19h06

Le changement de prestataire ne s'est pas fait sans encombre. Le service Filo'r de transport à la demande, rebaptisé « [astuce à la demande](#) », dessert 37 communes de la Métropole de [Rouen](#). Il a été **repris en main par Transdev Rouen à partir du 2 janvier 2026**, remplaçant Keolis. Pour certains usagers, cette date a sonné

le début des problèmes.

Comment ça marche ?

Le service à la demande permet de réserver, sur le site astucealademande.fr ou l'application, un transport en minibus dans 37 communes rurales de la Métropole Rouen Normandie. Il est disponible du lundi au samedi, hors jours fériés, de 6h30 à 19h30, sur réservation jusqu'à un mois à l'avance ou le jour même.

Marie, professeure en lycée, habite à Gouy, et utilise le service à la demande tous les matins. **Depuis début janvier, les problèmes s'accumulent.** « Normalement, on peut planifier le service avec une visibilité d'un mois, explique-t-elle. Depuis le 2 janvier, la planification n'est plus du tout visible. »

Mercredi matin, le transport n'est pas passé

Pire, le mercredi 21 janvier, **le trajet de Marie n'a tout simplement pas été planifié**, et elle a dû en réserver un autre en urgence. Une première pour cette utilisatrice du service depuis sa mise en route en 2011. « **J'avais cours à 8h, mais je n'ai pas pu arriver avant 9h.** » Certains de ses horaires ont aussi été modifiés sans qu'elle soit prévenue.

Ça devient anxiogène. Avant je vérifiais au cas où il pouvait y avoir des modifications à la marge mais on avait une visibilité. Là je me dis ce sera quelle heure demain, est-ce qu'on va respecter ce que j'ai demandé ?

Après avoir contacté la Métropole, Marie a pu avoir au téléphone un responsable chez Transdev Rouen, qui lui a assuré enquêter sur ce dysfonctionnement.

Des doublons sur certains comptes

Caroline, qui habite Le Trait, a aussi connu quelques soucis depuis janvier pour les trajets de sa fille, planifiés à l'année. « La réservation a été annulée sans prévenir, j'ai appelé pendant cinq jours pour la remettre en place. Et là on s'est retrouvés avec deux horaires pour le même trajet, car **ils avaient fait deux profils à ma fille...** »

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Sur un des comptes, un trajet était prévu à 6h58, sur l'autre à 7h27. « Ils m'ont expliqué qu'avec le changement, beaucoup de

personnes avaient des problèmes de doublon. Je dois appeler tous les soirs à 19h pour annuler un des deux trajets. » L'un des comptes a finalement été supprimé cette semaine après plusieurs relances, et Caroline a refait une demande de voyage à l'année. « **Le changement a été une catastrophe** », résume-t-elle.

Un problème de base de données

Ils sont ainsi plusieurs usagers réguliers à subir des difficultés depuis la passation de délégation entre Keolis et Transdev Rouen. Fin 2025, **Filo'r rassurait pourtant Amélie* en lui certifiant que rien ne changerait**. « Ce sera juste une nouvelle application, ils reprennent tout, il n'y aura aucun souci. » Et pourtant...

Après une semaine sans collègue à cause des intempéries début janvier, le fils d'Amélie doit faire sa rentrée lundi 12. « Le dimanche, ma voisine me prévient qu'il y a un souci avec le voyage des enfants. Je vais sur l'appli, et **la réservation à l'année n'apparaît plus**. »

On est excédés, on travaille et depuis 15 jours il faut gérer ce problème en parallèle. C'est censé être un service à la demande, mais il ne correspond plus du tout à ce qu'on demande.

Quand Amélie rappelle le service, ils l'informent qu'il fallait refaire la réservation à l'année, contredisant les informations de 2025. Et qu'elle serait effective « d'ici 15 jours ». Le problème confine à l'absurde pour les trajets du jeudi : « Maintenant ils ne font plus le service seulement une semaine sur deux. **Il faut réserver tous les jeudis, puis annuler** quand le trajet est programmé », explique-t-elle.

Un problème de base de données

Du côté du réseau Transdev Rouen, on affirme que **le problème vient de la transmission de la base de données** des clients entre le précédent délégataire et Transdev. Notamment pour les réservations régulières qui avaient été mises en place avant le 31 décembre, sous Keolis. Toutes les personnes concernées sont invitées à se tourner vers le standard de Filo'r, et seront recontactées individuellement. On nous assure que **tout est fait pour que le problème soit résolu lundi 26 janvier**.

Astrid Lamotte, conseillère métropolitaine en charge du Filo'r, veut aussi rappeler le rôle qu'ont joué [les intempéries](#) du début d'année. « Les Filo'r n'ont pas toujours fonctionné avec la neige. Entre le changement de délégataire et les intempéries, **ça a été un début d'année compliqué**. »

Maire de Sainte-Marguerite-sur-Duclair, Astrid Lamotte dit connaître l'importance du réseau à la demande. « Le jour où il ne passe pas dans ma commune, j'en entends parler. Tout est perfectible, mais c'est un service qui rend service. » Et de rappeler qu'il bénéficie depuis janvier de 34 véhicules électriques, tous équipés de porte-vélos.

**Le prénom a été modifié.*

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Que se passe-t-il sous le sarcophage entourant la gare SNCF de Dieppe ?

Loïc Potier

6–8 minutes

La vénérable gare SNCF de Dieppe est entourée d'échafaudages pour d'importants travaux de restauration des façades. C'est l'entreprise dieppoise Herbelin qui se charge de donner un coup de neuf sur le monument.



Publié: 22 Janvier 2026 à 18h12 Temps de lecture: 2 min

« *En tant que Dieppois, c'est une fierté que de restaurer les façades de la gare SNCF de Dieppe qui fait partie du patrimoine de la ville* » déclare Thomas Morel, chef d'équipe dans l'entreprise Herbelin, installée sur la zone Louis-Delaporte de Rousmesnil-Bouteilles. « *Nous avons installé les premiers échafaudages entourant la gare début décembre et nous devrions terminer les travaux pour la mi-mars. Nous avons été contraints d'arrêter le chantier début janvier à cause de la neige, puis de la tempête Gorette, même si nous n'avons pas constaté de dégâts importants.* »

un long travail en amont





L'une des moulures au sommet d'une colonne avant sa restauration - Photo LP/Paris Normandie



Une autre moulure identique restaurée. - Photo LP/Paris Normandie

Que font les ouvriers de l'entreprise Herbelin sur les façades de la gare mise en service le 1er août 1848 qui a subi au fil du temps des modifications ? Si l'on regarde les cartes postales de l'époque, la gare était en briques qui sont aujourd'hui recouvertes d'un enduit et entourée de grilles. « [Tout un programme de travaux a été commandité par SNCF pour une modernisation de la gare](#) et notre entreprise a répondu à l'appel d'offres que nous avons remporté. Nous avons le marché pour le ravalement de la peinture. Nicolas Frébourg, le patron est sur le dossier depuis trois ans et tout un grand travail en amont a été effectué pour répondre aux différentes demandes et contraintes. »

Suivre les indications des bâtiments de France



Pour commencer, un décapage avec un nettoyeur haute pression permet d'éliminer l'ancienne peinture. - Photo LP/Paris Normandie



Les moulures sont reprises à l'identique une à une. - Photo : société Herbelin

Les bâtiments de France ont eu leur mot à dire. « *Nous devons respecter leurs directives et notamment la couleur des murs extérieurs. Ils devaient conserver la même teinte qu'auparavant. Nous avons décapé avec un nettoyage à haute pression qui produit un jet à 250 bars. Nous plaçons un fongicide afin d'éliminer les dépôts organiques comme les moisissures, les champignons et les petits végétaux qui ont poussé dans les interstices. Nous appliquons ensuite la peinture et les différents enduits à base de ciment et de gypse.* » Sur les façades, figurent des modénatures. « *Les moulures de corniche et autres ornements décoratifs sont repris. Ils sont nettoyés avant d'être remis à neuf et à l'identique. Tous ces éléments seront en blanc cassé.* » Sur le côté gare

routière de la gare SNCF, une partie de l'enduit est très dégradée et elle sera entièrement refaite.

Bientôt l'horloge remise en marche



L'horloge devrait fonctionner d'ici la fin du mois de janvier après une restauration du mécanisme. - Photo LP/Paris Normandie

Le côté face au service technique de la ville est terminé et les ouvriers attaquent en ce moment le portail d'entrée avant de finir par le côté gare routière. *« Ce n'est pas nous qui changeons les menuiseries. C'est une autre entreprise dieppoise Sabot Prieur et une dernière restaure la toiture. »* Bloquée depuis de longues semaines, l'horloge située au-dessus du fronton de la gare devrait être remise en marche d'ici la fin du mois de janvier. De même, l'enseigne SNCF et les lettres : Gare de Dieppe seront changées afin d'être homogènes sur l'ensemble des gares françaises. L'entreprise Herbelin s'occupe d'autres chantiers importants sur Dieppe et notamment le café des tribunaux, place du Puits Salé. *« C'est un bâtiment qui doit être ravalé tous les 5 ans. »*

D'autres travaux sur la gare

Les travaux de la gare ont également lieu sur l'arrière de l'édifice sur le hall des voyageurs à l'arrivée et au départ avec une reprise des corrosions des parties métalliques d'autant que le site est intéressant sur un plan architectural. Un programme d'aménagement de la halle en espace commercial est également en cours. Sur le côté droit en regardant l'entrée de la gare, un projet de restauration rapide est en cours à l'image d'un buffet de la gare comme cela existait déjà.

Lire aussi

[Municipales 2026 : « C'est dans les gênes », pour Gérard](#)

Projet de remplacement du pont Gayant à Fécamp : des commerçants déjà mobilisés face aux impacts économiques

Matthias Chaventré

6-8 minutes

Prévu dans plusieurs semestres, le chantier de remplacement du pont Gayant à Fécamp pourrait durer dix-huit mois. Par expérience, les commerçants de Fécamp savent que lorsque le pont est fermé à la circulation l'économie locale en prend un coup. Ils se sont réunis, mardi 20 janvier 2026, pour chercher des solutions.



À Fécamp, le pont Gayant est un ouvrage très fréquenté au quotidien. La moindre fermeture engendre de réelles conséquences. - Archives Paris Normandie



Par [Matthias Chaventré](#) et correspondant

Publié: 22 Janvier 2026 à 12h10 Temps de lecture: 2 min

Les expériences passées font envisager le pire aux commerçants

de Fécamp. C'est pourquoi ils ont été une cinquantaine à se réunir mardi 20 janvier 2026, au soir, au sein du restaurant Le Spazio, avenue Jean-Lorrain, à quelques dizaines de mètres du pont Gayant. L'ouvrage d'art est le lien entre une entrée de ville et le port, le centre-ville et le front de mer. Par le passé, [à l'occasion de pannes qui avaient beaucoup fait parler](#), la fermeture au passage des véhicules avait rappelé son importance et un impact économique.

Et, les commerçants ont eu vent que dans les prochains semestres, dans un calendrier qui n'est pas encore défini, le pont en fin de vie devra être remplacé. Le chantier à plusieurs millions d'euros, qui sera mené par [le Département de Seine-Maritime](#), pourrait durer douze à dix-huit mois.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Cette situation suscite de fortes préoccupations chez les commerçants. »

Pierre Yon, Membre de Fécamp Escale Shopping

« Par expérience, une fermeture temporaire du pont a des conséquences sur la fréquentation des commerces fécampois, explique d'entrée de jeu Pierre Yon, patron du restaurant le Spazio, un des premiers concernés, accompagné d'autres membres de [l'association des commerçants Fécamp Escale Shopping](#) : Thomas Hulot et Véronique Gueritte. Cette situation suscite de fortes préoccupations chez les commerçants. Quand il y a des travaux de maintenance sur le pont, une circulation provisoire est mise en place pour rejoindre le cœur de la ville : avenue Jean-Lorrain, rue du Précieux-Sang et rue de l'Aumône, puis boulevard de la République. Cela engendre d'énormes problèmes de circulation. Alors, imaginez pendant dix-huit mois ! »

Des signes de faiblesse depuis plusieurs années

Si les commerçants évoquent des travaux dès 2027, sur le port de [Fécamp](#) on parle plutôt du « *second semestre 2028, dans le meilleur des cas* ». Le pont Gayant est un ouvrage essentiel qui permet l'entrée des bateaux dans une partie du port, au-delà de la circulation routière et les allées et venues piétonnières. Il présente des signes de faiblesse depuis des années.

Plusieurs études ont déjà été menées. La Direction des routes et le [Syndicat mixte des ports de Seine-Maritime](#) ont déjà planché sur le futur nouveau pont. Ce chantier va représenter un gros marché public. Au-delà du pont en lui-même, ses deux culées – appui d'extrémité d'un pont – devront être revues.





Lors d'une réunion organisée par Fécamp Escale Shopping, mardi 20 janvier 2026 au soir, le restaurateur Pierre Yon a présenté, carte à l'appui, les possibles répercussions de dix-huit mois de fermeture du pont Gayant sur la circulation, comme sur la fréquentation des commerces fécampois. - Paris Normandie

Un quai de Verdun strictement réglementé

Pour les commerçants, à leur échelle, une solution serait d'ouvrir [le quai de Verdun – situé derrière le casino – à la circulation](#). Mais il n'est pas certain que ce soit le même son de cloche du côté du port et des autorités. Les contraintes strictes imposées par la réglementation *International Ship and Port Facility Security* en matière portuaire sont claires : aucune circulation n'est possible quai de Verdun.

Les commerçants ne perdent pas espoir : « *Cela représente seulement une longueur d'environ 400 mètres à sécuriser. Évidemment, cette proposition collégiale a certainement un coût, mais au regard du montant des travaux de ce nouveau pont, c'est sûrement dérisoire* », lance l'ensemble du bureau de Fécamp Escale Shopping.

Réseaux sociaux, affiches, flyers

Les commerçants veulent communiquer sur le sujet via les réseaux, des affiches et autres flyers. De leurs côtés, les instances liées au dossier ont prévu de se rencontrer régulièrement. Une prochaine réunion est programmée en février 2026, indique le Syndicat mixte des ports de Seine-Maritime. Et, en attendant le gros chantier, des travaux sont envisagés pour maintenir le pont en état de fonctionnement, dès le premier semestre 2026.

Lire aussi

Près d'Elbeuf, cette Ville prévoit d'investir peu en 2026 malgré une situation financière saine

Frédérique THULLIER

5-6 minutes

La Ville de Saint-Aubin-lès-Elbeuf est en excellente santé financière. Ses orientations budgétaires sont néanmoins réservées pour laisser la main à la future équipe municipale. Explications.



La Ville contribuera à la restructuration du centre commercial des Feugrais à hauteur de 1,1 M€ sur 4 ans. - Boucles de Seine architecture



Publié: 22 Janvier 2026 à 18h05 Temps de lecture: 2 min

Clair et détaillé, le rapport d'orientations budgétaires, qui définit le plan d'action financier de la Ville 2026, a été présenté au conseil municipal de Saint-Aubin-lès-Elbeuf ce mardi 20 janvier.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Malgré une conjoncture « *moins bonne que l'an passé* » et « *fragile* » sur le plan national et international, l'adjoint aux finances, Gérard Soucasse, a rendu compte de l'excellente santé

financière de la Ville à fin 2025 avec « *un fonds de roulement global de plus de 2,6 M€ en fonctionnement, un chiffre conséquent* ». Il a présenté des charges à caractère général, les dépenses courantes de fonctionnement, « *bien maîtrisées* » et une « *très légère hausse de 0,49 %* » des charges de personnel.

Voyants au vert

Autre indicateur positif, la capacité de désendettement, qui représente le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si elle y consacrait la totalité de son épargne. « *Elle est de quatre ans alors que le seuil d'alerte est à 12* », précise l'adjoint qui mènera la liste issue de la majorité sortante aux prochaines élections municipales en [l'absence de candidature de la maire, Karine Bendjebara-Blais](#).

« La bonne santé financière de la commune est préservée, conclut l'adjoint, grâce à une gestion consciente et responsable. »

Gérard Soucasse, Adjoint aux Finances

Tous les voyants sont donc au vert. Toutefois, la prudence est de mise pour 2026. [À l'exception du projet de Renouvellement urbain du quartier Arts-Fleurs-Feugrais](#) porté par Cléon, qui verra une participation saint-aubinoise de 550 000 €, « *aucun investissement significatif n'est prévu en 2026*, annonce Gérard Soucasse. *Les dépenses inscrites au budget concernent des travaux destinés à mettre aux normes nos équipements et bâtiments, et les maintenir en bon état de fonctionnement* » : écoles, achat de matériel de voirie et de véhicules, déploiement de la vidéoprotection, installation de toilettes publiques...

Taux inchangés

La Ville s'attend à une baisse des dotations de l'État. Néanmoins, elle n'augmentera pas les taux de la fiscalité locale en vigueur depuis 2017. Le budget primitif 2026 tablera sur des charges de personnel, « *qui représentent environ 58 % des dépenses de fonctionnement* », identiques à 2025 (6,2 M€) comme les dépenses de fonctionnement (2,8 M€) pour conforter « *une maîtrise sur le long terme* ». Les subventions allouées au Centre communal d'action sociale (535 000 €) et aux associations (707 000 €) seront elles aussi maintenues.

« *La bonne santé financière de la commune est préservée, conclut l'adjoint, grâce à une gestion consciente et responsable, une capacité de désendettement solide et une politique fiscale efficace.* » L'équipe qui prendra les commandes en mars bénéficiera donc d'une marge de manœuvre confortable.

Lire aussi

Centrale de Penly : la sûreté nucléaire au cœur d'une réunion publique avant l'exercice du 12 février

infonormandie

4-5 minutes

Une simulation grandeur nature aura lieu le 12 février à la centrale nucléaire de Penly, en Seine-Maritime. Au préalable, le 29 janvier, une réunion d'information ouverte au public sera organisée pour expliquer les enjeux de cet exercice et rappeler les dispositifs de protection des populations.

Mercredi 21 Janvier 2026 - 13:47



Le site compte deux réacteurs de 1 300 MW mis en service en 1990 et 1992, refroidis par l'eau de la Manche. Sa production annuelle atteint 17 milliards de kWh, soit près de 4 % du nucléaire français. Photo : EDF/X (ex-Twitter)

Les pouvoirs publics et EDF sont à l'origine, jeudi 12 février, d'un exercice de sûreté nucléaire à la [centrale de Penly](#), sur le littoral de la Seine-Maritime. Comme dans toutes les centrales françaises, cette simulation programmée tous les cinq ans vise à tester la réaction des équipes d'EDF et des autorités en cas d'un accident technique majeur.

Le scénario, tenu secret pour les participants, « *simulera un accident technique* » qui nécessitera l'activation des dispositions prévues par le plan d'urgence interne (PUI) de la centrale, précise la préfecture dans un communiqué. De leur côté, les services de l'État, sous l'égide de la préfecture, seront amenés à déployer — fictivement — le Plan particulier d'intervention (PPI) destiné à protéger les habitants situés autour du site.

Réunion publique le 29 janvier

Une dizaine de jours avant l'exercice, une réunion ouverte au public, se déroulera le jeudi 29 janvier à 18h30, salle Jean-Paul-Villain, à Penly (Petit-Caux), en présence de représentants de la préfecture, d'EDF, de la commission locale d'information sur le nucléaire (CLIN) et de l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR).

Objectif : expliquer les enjeux autour de la sûreté nucléaire et du fonctionnement d'une centrale nucléaire, le rôle de la CLIN, le déroulement de l'exercice du 12 février et rappeler les modalités de la campagne de distribution de comprimés d'iode.

La centrale de Penly en bref

Située à Petit-Caux, entre Le Tréport et Dieppe, la centrale occupe 230 hectares, dont 70 gagnés sur la mer. Construite et exploitée par EDF, elle se trouve à 70 km de Rouen.

Le site compte deux réacteurs de 1 300 MW mis en service en 1990 et 1992, refroidis par l'eau de la Manche. Sa production annuelle atteint 17 milliards de kWh, soit près de 4 % du nucléaire français.

Particularité méconnue : Penly dispose du seul funiculaire industriel encore opérationnel en France, installé sur un dénivelé de 100 mètres et reliant l'entrée du site au cœur des installations.

- [Saint-Ouen-du-Breuil : un couple intoxiqué après avoir inhalé un mélange de vinaigre et d'eau de Javel](#)
- [Alcool, stups, voiture volée : une nuit presque ordinaire pour les policiers en Seine-Maritime](#)
- [L' A28 rouverte après l'accident d'un poids lourd, mais la circulation réduite à une voie](#)

Chantier de l'EPR2 de Penly : une enquête publique débute pour les habitants de plusieurs communes autour de Petit-Caux - ICI

Lila Lefebvre

6-7 minutes

Le chantier "préparatoire" des deux EPR2 à Penly, en Seine-Maritime en septembre 2025. © Radio France - Lauriane Delanoë

Publié le mercredi 21 janvier 2026 à 17:29 Mis à jour le jeudi 22 janvier 2026 à 17:08

Du 22 janvier au 4 mars 2026, les habitants de plusieurs communes autour de Petit-Caux (Seine-Maritime) sont invités à participer à l'enquête publique concernant la construction de deux réacteurs de type EPR2 à la centrale nucléaire de Penly. Elle concerne la demande d'autorisation de construction.

Du jeudi 22 janvier 2026 à 9h00 au mercredi 4 mars 2026 à 17h30, soit pour une durée de quarante-deux jours, une enquête publique portant sur la demande d'autorisation nécessaire à la création de deux nouveaux réacteurs de type EPR2 sur le site de la centrale nucléaire de Penly est menée sur le territoire de la commune nouvelle de Petit-Caux (Seine-Maritime) et aux alentours. **La mise en service de ces deux nouveaux réacteurs est prévue pour 2038**, [les travaux préparatoires pour aménager le site en vue de la construction des réacteurs ont commencé à l'été 2024](#), à l'issue d'une première consultation.

L'enquête se déroulera sur le territoire de la commune de Petit-Caux (regroupant 18 communes déléguées : Assigny, Auquemesnil, Belleville-sur-Mer, Berneval-le-Grand, Biville-sur-Mer, Bracquemont, Brunville, Derchigny, Glicourt, Gouchaupre, Greny, Guilmécourt, Intraville, Penly, Saint-Martin-enCampagne, Saint-Quentin-au-Bosc, Tocqueville-sur-Eu, Tourville-la-Chapelle), ainsi que sur les communes de Bellengreville, Criel-sur-Mer, Dieppe, Envermeu, Le Tréport, Sauchay et Touffreville-sur-Eu sises dans un rayon de 10km. Le siège de l'enquête publique se tiendra en mairie de Petit-Caux (Saint-Martin-en-Campagne).

À l'issue de la procédure, **la décision faisant suite à la demande formulée par le pétitionnaire fera l'objet d'un décret pris sur le rapport du ministre chargé de la sûreté nucléaire**. En vue de conduire l'enquête publique, le président du tribunal administratif de Rouen a constitué une commission d'enquête. Pendant la durée de l'enquête, l'ensemble du dossier, en version imprimée, ainsi qu'un registre d'enquête sont déposés aux mairies des communes concernées. Un registre d'enquête y est également déposé.

Toutes les données à retrouver en mairie

Le dossier complet relatif au projet et l'avis d'enquête publique sont également consultables en version papier à la sous-préfecture de Dieppe, [sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime](#). Afin notamment d'informer le public, et recevoir ses éventuelles observations, la commission d'enquête est représentée par un ou plusieurs de ses membres lors de permanences tenues en mairies aux lieux, jours et heures suivants :

- Jeudi 22 janvier 2026 : 9h00 à 12h00 à Petit-Caux et 14h00 à 17h00 à Penly
- mardi 27 janvier 2026 : 9h00 à 12h00 à Envermeu et de 15h00 à 18h00 à Berneval-le-Grand
- Samedi 31 janvier 2026 : 9h00 à 12h00 à Criel-sur-Mer
- Vendredi 6 février 2026 : 10h00 à 13h00 Dieppe et de 14h00 à 17h30 à Tourville-la-Chapelle
- Mardi 10 février 2026 : 9h00 à 12h00 au Tréport et de 14h00 à 17h00 à Envermeu
- Samedi 14 février 2026 : 9h00 à 12h00 à Dieppe
- Lundi 16 février 2026 : 09h00 à 12h00 à Berneval-le-Grand et de 15h30 à 18h30 à Tourville-la-Chapelle
- Jeudi 19 février 2026 : 09h00 à 12h00 à Dieppe et de 16h00 à 19h00 à Petit-Caux
- Vendredi 20 février 2026 : 9h00 à 12h00 à Envermeu et 14h00 à 17h00 au Tréport
- Mercredi 25 février 2026 : 09h00 à 12h00 à Penly et 14h00 à 17h00 à Dieppe
- Samedi 28 février 2026 : 9h00 à 12h00 à Petit-Caux
- Lundi 2 mars 2026 : 9h00 à 12h00 au Tréport et 15h30 à 18h30 à Tourville-la-Chapelle
- Mercredi 4 mars 2026 : 9h00 à 12h00 à Criel-sur-Mer et de

14h30 à 17h30 à Petit-Caux.

Mise en service en 2038

Le site de Penly est le premier site retenu pour le lancement du programme de six nouveaux réacteurs de technologie EPR2 en France. L'EPR2 est un réacteur de génération 3, en évolution par rapport à l'EPR, tout en conservant ses atouts, en premier lieu son haut niveau de sûreté. Conçu pour être exploité au moins 60 ans, il intègre dès sa conception, les conséquences du réchauffement climatique. Sa puissance électrique, de l'ordre de 1.670 MWe, **permet à une paire de réacteurs EPR2 de produire l'équivalent de la consommation électrique actuelle de la région Normandie.**

- [Énergie nucléaire](#)
- [Centrale nucléaire](#)
- [EDF](#)
- [Énergie](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La CGT de Transdev à Rouen (Seine-Maritime) appelle les salariés du réseau de transports de la métropole de Rouen à faire grève tous les jours pendant 55 minutes jusqu'à la fin de l'année afin de faire pression sur la direction. Le tribunal administratif de Rouen a validé le préavis ce mercredi.

Le 12/02/2025 à 16:47

- Le département de la Seine-Maritime a lancé un grand concours pour désigner la plage préférée des Seinomarins. Du Havre au Tréport, à vous de voter.

Le 18/04/2025 à 15:42

- Le projet du groupe britannique Aquind est soumis à enquête publique jusqu'au 4 mars 2025 dans 16 communes du Pays-de-

Caux. Un projet d'interconnexion entre la France et l'Angleterre qui doit permettre d'assurer un approvisionnement en électricité fiable des deux cotés de la Manche.

Le 26/02/2025 à 04:00

- Cinquante migrants ont été interceptés près de Petit-Caux, dans la nuit de ce lundi 28 au mardi 29 avril, annonce la préfecture de la Seine-Maritime.

Le 29/04/2025 à 15:23

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Trafic en hausse, investissements, multimodalité en progrès : quel bilan en 2025 pour les ports de l'axe Seine ?

Natalie Desse

7-8 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Les ports de l'axe Seine (Le Havre, Rouen, Paris) affichent en 2025 des trafics maritimes en légère progression et poursuivent d'importants investissements. À l'occasion de la conférence de presse annuelle, qui s'est tenue à Paris mercredi 21 janvier 2026, on fait le point.



CMA CGM a prévu de passer d'1,5 million à 2,5 millions de conteneurs d'ici 2030 et MSC investit pour pouvoir traiter 4,5 millions d'EVP. | NATALIE DESSE, OUEST-FRANCE

Publié le 22/01/2026 à 14h48

« Des performances solides et des records structurants », annonce Haropa Port pour son bilan de l'année 2025, dévoilé mercredi 21 janvier 2026 à Paris. Malgré un contexte international « mouvant », [les ports de l'axe Seine](#) poursuivent leur progression : + 4 % en nombre de conteneurs EVP (conteneur standard d'environ 6 mètres de long), + 2,1 % en tonnage (84,7 millions de tonnes), 3,2 millions d'EVP manutentionnés en 2025. « **Un record historique** », insiste Benoît Rocher, directeur

général d'Haropa port.

Si la filière des vrac liquides est stable, les vrac solides sont en hausse de 10 %, avec les céréales, engrais et matériaux de construction.

Lire aussi : [Du porte-conteneurs du Havre au vélo à Paris, le numérique révolutionne le transport de marchandises](#)

D'énormes investissements

Haropa Port a bénéficié d'1 milliard d'euros d'investissements publics entre 2020 et 2025. Un autre milliard d'euros est annoncé dans le prochain projet stratégique 2026-2030. Ces investissements dédiés au développement d'infrastructures, à l'aménagement du foncier ou encore à [l'électrification des quais](#) sont « **des leviers pour les investissements privés** », rappelle Benoît Rochet.

Or, les trois armateurs majeurs présents sur les quais havrais, MSC, [CMA CGM](#) et l'Allemand Hapag-Lloyd, ont cumulé des annonces d'investissements et de croissance des trafics.

La multimodalité en progression

Mettre moins de camions sur les routes pour le transport des marchandises débarquées était un défi à relever. L'objectif de 20 % de report modal a été atteint pour le conteneur, grâce notamment au transport ferroviaire en hausse de 18 %, avec 145 000 EVP transportés sur le rail.

Lire aussi : [ENTRETIEN. Le corridor portuaire Normandie-Paris en discussion au Havre, à Port du futur](#)

Deux gros chantiers devraient dynamiser le transport fluvial qui ne représente encore que 12 à 13 % : [la chatière au Havre](#), accès fluvial direct à Port 2 000 est prévue pour 2027 (200 millions d'euros) ; l'aménagement à 150 millions d'euros d'un nouveau port sur 100 hectares dans les Yvelines, Port Seine Métropole Ouest (PSMO), sera dédié aux activités du BTP.

A Cherbourg, le préfet maritime fixe les priorités de 2026 - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

4–5 minutes



Le vice-amiral d'escadre Benoît de Guibert, préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord © Préfecture Maritime de la Manche et de la mer du Nord

Vendredi 16 janvier, à Cherbourg, le vice-amiral d'escadre Benoît de Guibert, préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord, a présenté ses vœux à l'arrondissement maritime, en présence des autorités civiles et militaires de la Manche. Un rendez-vous qui a permis de revenir sur les temps forts de 2025 et de dessiner les grands enjeux à venir.

Dans un contexte international marqué par de fortes tensions, l'amiral de Guibert a rappelé l'impact direct de plusieurs phénomènes sur la façade maritime Manche – mer du Nord : crise migratoire persistante, hausse du trafic de stupéfiants par voie maritime, contournement des sanctions internationales via les navires de la « flotte fantôme ».

Le préfet maritime a également souligné le rôle stratégique de Cherbourg dans la dissuasion nucléaire française, avec l'activité nucléaire du port militaire, son implication dans le SNLE de 3e génération et sa contribution au futur porte-avions de nouvelle génération. La surveillance des approches maritimes demeure par ailleurs une mission centrale, assurée quotidiennement par les marins sur l'ensemble de la zone.

Garant de la cohabitation des usages en mer, dans un espace particulièrement contraint, Benoit de Guibert a aussi rappelé que la sécurité maritime reste une priorité absolue. Le développement prévu de parcs éoliens offshore à l'horizon 2050 ou l'extension des aires marines protégées devront se faire en étroite concertation avec les acteurs locaux, sans fragiliser les activités traditionnelles, notamment la pêche.

L'amiral a enfin salué l'engagement de l'ensemble des services de l'État et des bénévoles de la SNSM, mobilisés tout au long de l'année pour assurer la sécurité de la navigation et le sauvetage en mer. Plusieurs opérations marquantes, dont le sauvetage de personnes isolées par la marée ou de l'équipage du *Perle d'Albâtre*, ont illustré cette mobilisation collective.

En 2026, la préfecture maritime poursuivra ses missions socles : surveillance du trafic dans les détroits, assistance aux navires en difficulté, neutralisation de munitions historiques, protection de l'environnement marin et recherche et sauvetage de la vie humaine, dans un contexte migratoire toujours tendu.

400 ans de la Marine nationale : un anniversaire grand public

L'année 2026 marquera en outre un temps fort symbolique : les 400 ans de la Marine nationale. Cet anniversaire sera l'occasion d'aller à la rencontre des Français, de leur faire découvrir une institution construite avec et par les territoires, et de montrer comment elle contribue à leur protection.

Sur la façade maritime Manche – mer du Nord, plusieurs établissements seront exceptionnellement ouverts au public, comme le porte-hélicoptères amphibie *Mistral* au Havre, la frégate multi-missions *Normandie* à Rouen, ou encore des unités aéronavales. Des événements conviviaux sont également annoncés dans de nombreuses villes — Cherbourg, Caen, Rouen, Calais, Boulogne-sur-Mer, Lille — afin de renforcer le lien entre les marins et des publics parfois éloignés du littoral.



Sécurité. La Normandie décroche une troisième place sur un podium national qui rassure

Mathilde Rabaud

~3 minutes

Discrète mais efficace. La Normandie s'invite parmi les régions françaises les plus exemplaires en matière de **port de la [ceinture de sécurité](#)**. Une **troisième place nationale**, partagée avec une autre région, l'Occitanie, qui confirme l'ancrage de ce geste simple mais vital dans les habitudes locales.

Ce classement, mené par Volvo avec l'IFOP, ne récompense pas une performance ponctuelle, mais bien une **culture du réflexe**, installée dans le quotidien des [automobilistes normands](#).

Le port de la ceinture, un automatisme bien ancré en Normandie

A l'échelle nationale, attacher sa ceinture est aujourd'hui un automatisme largement intégré. Mais certaines régions se distinguent par une régularité encore plus marquée.

La Normandie fait partie de ces territoires où la **ceinture de sécurité est perçue comme un réflexe non négociable**, et non comme une contrainte.

Un comportement qui place la région dans le haut du classement, loin des zones où les relâchements restent plus fréquents.

Trajets courts : une vigilance normande au-dessus de la moyenne

Les petits déplacements sont souvent synonymes de relâchement. Pourtant, en Normandie, même les trajets de proximité semblent abordés avec sérieux.

Les automobilistes normands déclarent **moins souvent oublier leur ceinture** sur les courtes distances que dans de nombreuses autres régions françaises.

Un signe fort, quand on sait que les accidents ne font pas la

différence entre un trajet de cinq minutes et un long parcours.

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. 46 morts sur les routes du département en 2025](#)

A toutes les places, un rapport plus mature à la sécurité

Autre enseignement de l'étude : la vigilance selon la place occupée dans le véhicule. Si ce point reste un angle mort dans certaines régions, la Normandie affiche là encore de **meilleurs réflexes que la moyenne nationale**.

A l'avant comme à l'arrière, le port de la ceinture est **mieux intégré**, traduisant une approche plus globale et cohérente de la sécurité routière.

Une troisième place qui rassure, sans inviter au relâchement

Cette **troisième marche du podium** ne signe pas une fin en soi. Elle rappelle surtout que la Normandie fait partie des régions où la [prévention fonctionne](#), grâce à des habitudes solides et une conscience collective du risque.

Un résultat encourageant, à consolider dans le temps, car en matière de **ceinture de sécurité**, chaque trajet compte.

- **A lire aussi.** [Sécurité. Normandie : vous risquez désormais une peine de prison pour excès de vitesse](#)

Alcool, stup, voiture volée : une nuit presque ordinaire pour les policiers en Seine-Maritime

infonormandie

3-4 minutes

Les policiers du Havre et de Rouen, en Seine-Maritime, ont eu une activité particulièrement chargée cette nuit de mercredi à jeudi. Quatre interpellations ont été réalisées, pour alcoolémie, stupéfiants, port d'arme et recel de véhicule volé.

Jeudi 22 Janvier 2026 - 11:31



Contrôle de police inopiné : un grand classique de la nuit -
Illustration DGNP

Les policiers du Havre ont d'abord intercepté une **conductrice de scooter de 26 ans**, repérée boulevard François-1er alors qu'elle klaxonnait de manière intempestive et sans raison. Arrêtée rue de l'Alma, elle présentait des **signes d'alcoolisation**. Un dépistage a affiché un taux de 0,75 mg d'alcool/l d'air expiré, soit **1,50 g dans le sang**. Son permis a été retenu sur-le-champ.

À **Saint-Étienne-du-Rouvray**, la BAC (brigade anticriminalité) de

Rouen a interpellé **un mineur de 17 ans au volant d'une Renault Clio** signalée volée la veille. Le véhicule, moteur tournant, avait été repéré rue Paul-Verlaine.

Le jeune conducteur, **non titulaire du permis**, a été arrêté alors qu'il tentait de reprendre la voiture. Il a affirmé que le véhicule aurait été acheté par un membre de sa famille sur un site de petites annonces. La Clio a été emmenée en fourrière et l'adolescent présenté à l'officier de police judiciaire de permanence.

Alcool, drogue et arme prohibée

Un peu plus tard, au Havre, les policiers ont contrôlé un homme de 34 ans, domicilié à **Terres-de-Caux**, surpris en train de manipuler du cannabis. Lors de la **palpation de sécurité**, les policiers ont découvert dans ses poches un **couteau pliant, arme prohibée** puisque classée en catégorie D .

Le trentenaire a par ailleurs été contrôlé avec un **taux d'alcoolémie de 0,71 mg par litre d'air expiré**. Il a été placé en garde à vue.

Enfin, vers 5h05, un Havrais de 44 ans a été interpellé pour **conduite sous l'emprise de stupéfiants aggravée par l'alcool**. Le dépistage a révélé 0,46 mg/l par litre d'air expiré, seuil délictuel. Le contrevenant a été placé en garde à vue.

- [Saint-Ouen-du-Breuil : un couple intoxiqué après avoir inhalé un mélange de vinaigre et d'eau de Javel](#)
- [L' A28 rouverte après l'accident d'un poids lourd, mais la circulation réduite à une voie](#)
- [FLASH INFO - Disparition inquiétante à Rouen : la police lance un appel à témoins pour retrouver Alexis Dias](#)
- [Rouen : deux jeunes tentent de cambrioler un restaurant, ils sont interpellés en flagrant délit](#)

[En ce moment](#) | [En Une](#) | [UNE.2](#) | [L'Essentiel](#) | [Yvelines](#) | [Info-Route](#) | [ENVIRONNEMENT](#) | [Elections législatives 2024](#) | [L'Info en continu](#) | [CRISE SANITAIRE](#) | [NORMANDIE](#) | [Eure](#) | [LOISIRS](#) | [En bref](#) | [SOCIAL](#) | [infoServices](#) | [ACTUALITÉ](#) | [Le journal de l'Armada 2023](#) | [L'album photo de l'Armada 2023 à Rouen](#) | [Notifications](#) | [Articles à écouter](#) | [Le journal des municipales 2026](#)

Fausse alerte à la bombe à la synagogue de Rouen : un homme interpellé en Corrèze - ICI

Raphaël Tual

~4 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Vendredi 23 janvier Fête des Barnard

Vendredi 23 janvier Fête des Barnard

Un habitant d'Uzerche, en Corrèze, a été interpellé jeudi 22 janvier 2026. Il est suspecté d'avoir alerté sur la présence de bombes dans la synagogue de Rouen. © Radio France - Raphaël Tual

Publié le jeudi 22 janvier 2026 à 18:21

INFORMATION ICI Normandie. Un homme suspecté d'avoir passé un coup de téléphone malveillant alertant sur la présence de bombes dans et aux abords de la synagogue de Rouen, a été interpellé jeudi 22 janvier 2026. Il a été arrêté à Uzerche, en Corrèze.

L'enquête sur la fausse alerte à la bombe à la **synagogue de Rouen** avance. Selon les informations d'[ICI Normandie](#), un homme a été interpellé jeudi 22 janvier 2026, à **Uzerche** (Corrèze), commune de 3.000 habitants. Il est suspecté d'être à l'origine de l'**appel malveillant** passé au commissariat de Rouen, mercredi 21 janvier. L'homme, au téléphone, indique qu'une bombe se trouve dans la synagogue et que plusieurs sont placées tout autour, et il réclame 200.000 euros pour les désactiver. Rapidement, les policiers de Rouen comprennent qu'il s'agit d'une fausse alerte.

Numéros de téléphone piratés

Le suspect a passé cet appel avec le numéro de téléphone d'un autre habitant de Corrèze résidant à Tulle. Ce dernier a été mis hors de cause. Le procureur de la République de Rouen, Sébastien Gallois, chargé de l'enquête, confirme ces informations à [ICI Normandie](#) et précise que les numéros de téléphone de ce Tulliste ont bien été "*piratés*".

La synagogue de Rouen victime d'une fausse alerte à la bombe : un homme interpellé en Corrèze

Paris Normandie

3-4 minutes

Un homme, soupçonné d'avoir passé un appel malveillant concernant une alerte à la bombe à la synagogue de Rouen, a été interpellé le 22 janvier 2026 en Corrèze.



La synagogue de Rouen a été victime d'une fausse alerte à la bombe le 21 janvier 2026. - Archives Stéphanie PERON CLEMENT PN



Publié: 22 Janvier 2026 à 19h41 Temps de lecture: 1 min

Le 21 janvier dans la matinée, un appel anonyme passé au commissariat de Rouen, renseignait sur la présence d'une bombe à la synagogue de Rouen et la demande de rançon de 20 000€ pour la désactiver, comme révélé par nos confrères [d'Ici Normandie](#). Des vérifications des policiers sur place ont permis d'établir qu'il s'agissait d'une fausse alerte à la bombe.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Piratage du téléphone

Au lendemain des faits, et après ouverture d'une enquête, un suspect a été interpellé à Uzerche en Corrèze, nous confirme le procureur de la République de Rouen Sébastien Gallois. Ce dernier indique que le suspect a passé cet appel avec le numéro de téléphone d'un autre habitant de Corrèze résidant à Tulle, grâce au piratage du numéro de téléphone.

Ce n'est pas la première fois que la synagogue est prise pour cible. En mai 2024, l'édifice avait été victime d'un [incendie criminel](#). En janvier dernier des [tags antisémites](#) avaient été découverts sur les murs de la synagogue.

Lire aussi

[Ciné piscine, clown, lecture... Que faire le week-end du 23 au 25 janvier 2026 à Rouen ?](#)

[« Ne plus prescrire par peur de l'amende, c'est dangereux » : après la grève, paroles de médecin](#)

[À Saint-Etienne-du-Rouvray, un élève du CFA condamné pour avoir lardé de coups de cutter un camarade](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Ciné piscine, clown, lecture... Que faire le week-end du 23 au 25 janvier 2026 à Rouen ?](#)



[Municipales 2026 : à Déville-lès-Rouen, la maire Mirella Deloignon se met « en action pour Déville »](#)



[« Ne plus prescrire par peur de l'amende, c'est dangereux » : après la grève, paroles de médecin](#)



[Municipales 2026 : Les Républicains de Rouen démentent tout soutien au RN Grégoire Houdan](#)





[La synagogue de Rouen victime d'une fausse alerte à la bombe :
un homme interpellé en Corrèze](#)



[À Saint-Etienne-du-Rouvray, un élève du CFA condamné pour avoir
lardé de coups de cutter un camarade](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Qu'est-ce que le « spoofing », cette tentative de fraude bancaire qui a manqué de sévir à Duclair ?

Brice Recotillon

5-6 minutes

Dans l'après-midi du mercredi 21 janvier 2026, une personne ayant usurpé la fonction de gendarme a appelé des habitants de Duclair, prétextant une fraude bancaire. Elle les a invités à confier leurs moyens de paiement à un livreur qui allait se rendre à leur domicile. On vous explique.



Publié: 22 Janvier 2026 à 16h02 Temps de lecture: 2 min

On connaissait le « swatting » à Jumièges, où [un faux appel téléphonique anonyme a déclenché une intervention d'envergure](#) des forces de l'ordre dans une habitation. C'est désormais le « spoofing » qui a fait des émules. Une technique frauduleuse, également appelée la fraude au coursier, qui consiste à afficher un numéro de téléphone, a priori d'une banque mais ce n'est pas le cas, en vue de commettre un méfait. Dans l'après-midi du mercredi 21 janvier 2026, des habitants de Duclair ont été ciblés par ce type d'escroquerie.

Des Duclairois ciblés

Puis, une personne, se présentant au bout du fil, comme étant le gendarme Sophie Lejeune de la brigade de Duclair (aucun gendarme de ce nom ne travaille à la brigade duclairoise), signale que la gendarmerie a détecté des factures ou des prélèvements frauduleux. Cette même personne a demandé aux Duclairois contactés de rappeler un autre numéro de téléphone, qui serait celui de leur banque.

Les gens ont tenté de rappeler le numéro et c'est là qu'ils ont découvert la supercherie.

Nicolas Grimonprez, Commandant de gendarmerie à Duclair
Celle-ci serait au courant des prétendues fraudes et aurait un message à faire passer aux clients concernés. *« En fait, ils camouflent un numéro de téléphone par un autre. Ce sont des logiciels d'intelligence artificielle qui font ça. Et ils se font passer pour une entité, une entreprise ou un particulier, pour faire une escroquerie, résume [le commandant de gendarmerie Nicolas Grimonprez](#). Les gens de Duclair ont tenté de rappeler le numéro et c'est là qu'ils ont découvert la supercherie. »* Ce qui leur a mis la puce à l'oreille ? *« On leur a dit qu'on allait venir chercher leurs moyens de paiement par un coursier. »* Faux bien entendu.

Sensibilisés aux différents cas de fraude téléphonique, six Duclairois ont appelé la gendarmerie pour s'assurer de la fiabilité de la démarche. Une personne s'est déplacée jusqu'à la brigade de la rue Gustave-Flaubert. *« C'est un bon réflexe qu'ils ont eu de nous appeler directement pour qu'on leur confirme, ou pas, l'information. Mais bon, les gendarmes n'appelleront jamais pour ce type d'information »,* précise le commandant Grimonprez.

Une enquête en cours

Bien que la tentative d'escroquerie n'ait pas fait de victime, une enquête judiciaire a tout de même été ouverte. *« C'est la première fois que ça arrive à Duclair »,* conclut le commandant. En cas de doute, la gendarmerie de Duclair est joignable par téléphone au 02 35 37 50 12 ou en composant le numéro d'urgence le 17. Il est également possible de se présenter physiquement à la brigade de gendarmerie pour signaler ce type de faits.

Lire aussi

[Municipales 2026 : comment la mission locale de Lillebonne pousse les jeunes aux urnes](#)

[Saint-Valery-en-Caux : une pièce de théâtre au profit des sauveteurs en mer](#)

[Municipales 2026 : Séverine Gest mise sur l'expérience et la proximité pour sa commune de Bourdainville](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Duclair \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Duclair. Ils se font passer pour des gendarmes par téléphone, soyez prudent

Nicolas Durand

~2 minutes

Votre téléphone sonne. Le numéro affiché indique celui de la gendarmerie et votre interlocuteur se présente comme un militaire. Rien de plus normal, me direz-vous ? Eh bien, méfiance : il peut s'agir d'une arnaque.

Plusieurs cas signalés à la brigade de Duclair

Ces derniers jours, plusieurs personnes se sont signalées auprès de la brigade de Duclair, expliquant avoir été contactées par de prétendus gendarmes. Or, au bout du fil, il s'agissait en réalité d'arnaqueurs cherchant à soutirer de l'argent aux victimes, en prétextant de faux prélèvements ou de fausses factures. Cette pratique qui consiste à usurper une identité ou un numéro de téléphone s'appelle le spoofing.

Une fois la victime hameçonnée et mise en confiance, les escrocs lui demandent d'appeler un autre numéro. Ils envoient ensuite un faux coursier au domicile de la victime afin de récupérer un moyen de paiement.

- **A lire aussi.** [Près de Rouen. Un adolescent de 17 ans interpellé au volant d'une voiture volée en pleine nuit](#)

"Aucun gendarme ne vous appelle pour ça"

"Aucun gendarme ne vous appelle pour ça", insiste le capitaine de la brigade de Duclair, Nicolas Grimonprez. "Lorsqu'un gendarme appelle, c'est uniquement pour convoquer une personne dans le cadre d'un dossier."

Pour le capitaine, la technique est bien connue : "Le but est de soutirer des informations ou de l'argent en se faisant passer pour une entité de confiance."

En cas de doute, ou si vous êtes victime d'une telle arnaque, il est recommandé de contacter directement votre brigade de gendarmerie ou de vous y rendre afin d'alerter les forces de l'ordre.

"C'est terrible de les considérer comme une nuisance" : Face au mouvement "sans enfant", les adeptes du family-friendly s'organisent

Écrit par Medhi Weber

9–11 minutes

La polémique enfle depuis ce mercredi 21 janvier autour de la nouvelle classe "Optimum" de la SNCF, sortes de carrés VIP interdits aux enfants (-12 ans). Une nouvelle offensive de la mouvance #nokid. Mais à Rouen, de nouvelles structures cherchent au contraire à se tourner vers l'accueil des familles.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

La SNCF serait-elle, elle aussi, passée du côté obscur du marketing #nokids (sans enfant) ? C'est en tout cas ce que laisse penser cette nouvelle "classe Optimum", des sièges qui ne sont pas réservables pour les moins de 12 ans. Une nouvelle classe qui est donc, de fait, interdite aux enfants.

Une mention qui a fait bondir plus d'un internaute ce mercredi 21 janvier.

Et puis la polémique enfle, et les réseaux sociaux s'enflamment. La SNCF est accusée de discrimination à l'encontre de nos chères têtes blondes.

Pour mettre fin au bad buzz, le transporteur est rapidement obligé de publier une vidéo pour s'expliquer.

Une offre business, plus destinée aux travailleurs qu'aux familles donc : voilà la ligne de défense de l'entreprise. Mais le mal est fait

et la mention "interdit aux enfants" a choqué une partie des clients.

Reste que dans cette histoire, la mesure de la SNCF ne peut être observée comme une maladresse de communication ou de marketing (bien au contraire, s'il y a une offre... c'est souvent qu'il y a une demande).

En réalité, cette nouvelle classe "Optimum" est à remettre dans le contexte d'un mouvement "no kids" qui a gagné du terrain ces dernières années.

Une tendance née dans les pays anglo-saxons et de plus en plus en vogue dans certains hôtels, restaurants et campings français où les enfants sont devenus persona non grata.

"C'est quand même très ironique ! Dans 'Optimum', il y a 'mum' mais les mamans et leurs enfants ne sont pas les bienvenus."

Marine Choquet est chef d'entreprise à Rouen.

Avec ses deux amies Manon et Choca, elle a décidé d'ouvrir *"le premier café family-friendly de Rouen"*, le "Little Big Café".

[Marine, Manon et Choca sont les trois mamans qui portent le projet. • © Little Big Café](#)

Alors forcément, qu'on interdise l'accès aux enfants dans des services publics comme le train, pour la jeune maman d'une petite fille de 14 mois, c'est intolérable.

Les parents ont déjà tendance à s'autocensurer et ne pas aller dans des lieux où ils vont avoir la sensation de déranger. Donc si en plus, si dans certains lieux et services on commence à leur interdire l'accès c'est grave ! On ne peut pas vouloir d'un monde sans enfant.

Marine Choquet, co-fondatrice du Little Big Café Rouen

Actuellement en travaux, le café devrait ouvrir ses portes courant février.

[Dans cette ancienne crèche, quelques travaux ont été nécessaires pour créer ce futur café "family-friendly". • © Medhi Weber](#)

Dans la liste des équipements prévus : une espace pour ranger les poussettes, une nurserie, des tables à bouts ronds et une zone de jeux pour les enfants (il y aura même une petite cabane !).

[Le lieu se voudra coloré et ludique pour les tout-petits. • © Medhi Weber](#)

Mais le but n'est pas *"de faire de la ségrégation"* et que le lieu ne devienne qu'une crèche revisitée où l'on sert des cafés.

Non, l'idée est plutôt de rassembler les enfants et les adultes

(même ceux qui ne sont pas parents) pour montrer que cette ambiance "family-friendly" peut aussi simplement être chaleureuse et agréable.

Une manière d'inspirer les autres commerces de convivialité à faire de même.

"Notre vision à 15 ans c'est de fermer le café. Parce qu'on espère qu'à ce moment-là, la plupart des établissements seront aptes à recevoir des familles et des enfants, lance, pleine d'optimisme, la cheffe d'entreprise. Un peu sur le modèle de ce qui se fait dans les pays nordiques."

Pour Marine Choquet, les enfants ont dû petit à petit s'effacer dans l'espace public. Et ce depuis plusieurs décennies. Pour des raisons de sécurité d'abord, parce que les axes routiers sont devenus plus dangereux avec l'augmentation du nombre de voitures, mais aussi à cause de la peur insufflée aux parents par toutes les affaires d'enlèvement relayées dans les médias ces dernières années.

[Une étude britannique a d'ailleurs révélé qu'en 1919](#), un enfant entre huit et dix ans pouvait aller jouer dans un périmètre de 10 kilomètres sans ses parents. Aujourd'hui, il ne peut pas le faire à plus de 300 mètres de la maison.

"On parle beaucoup de réarmement démographique, mais il va falloir commencer à se poser les bonnes questions sur la place des enfants sur la société", conclut Marine Choquet.

Mais le "Little Big Café" n'est pas le seul lieu destiné aux enfants à ouvrir cet hiver dans l'agglomération rouennaise. Deux autres structures viennent de se monter : "Jokoani" et "Palomano", à quelques jours d'intervalle seulement.

"En tant que maman, je ne trouvais pas d'espaces sécurisés véritablement destinés aux enfants, raconte Marion Bréard, la gérante de la franchise Palomano qui a ouvert ses portes le 17 janvier à Maromme. Je faisais une heure et demie de route pour aller dans un Palomano à Paris (le groupe compte 13 structures aujourd'hui) alors j'ai voulu en ouvrir un dans l'agglomération rouennaise".

Le concept ? 535 mètres carrés d'espaces ludo-éducatifs et immersifs. Une mini-ville dans laquelle on retrouve un supermarché, un commissariat, une caserne de pompiers, un restaurant etc...

Chaque univers est l'occasion de créer un jeu de rôles où les enfants sont invités à imiter le quotidien de leurs parents, en format miniature et avec un matériel adapté et sécurisé.

L'idée : permettre aux parents de créer un moment de partage avec leurs enfants, autour d'une activité didactique.

"Et pour les parents cela permet aussi d'avoir du temps pour soi, explique l'ancienne salariée qui a claqué la porte de son entreprise de courtage. Que ce ne soit pas comme à Disneyland, où l'on est juste là pour accompagner les enfants. Ici, on veut que les adultes aussi s'amuse !"

Depuis l'ouverture, le succès est tel qu'aux heures de pointe, la structure a dû refuser du public. Marion Bréard songe à créer des jauges maximales de visiteurs afin de conserver une expérience apaisante pour les familles.

Heureusement, en cas de surfréquentation chez Palomano, les familles pourront aussi compter désormais sur un autre espace d'accueil pour les tout-petits : Jokoani, un espace ludique ouvert le 10 janvier dernier dans le centre commercial de Barentin.

"C'est terrible de considérer les enfants comme une nuisance !, s'insurge Cédric Audibert, cofondateur de l'enseigne déjà installée à Caen depuis 2021.

Avec ma femme et mes deux enfants, nous avons vécu 10 ans en Australie avant de revenir en France. On s'est aperçu que là-bas les villes sont beaucoup plus "family-focused" (centrées sur les familles, en français). Avec des aires de jeux dans les cafés, les restaurants et les bars, ou encore des routes et des transports publics plus faciles à utiliser avec des poussettes.

(Cédric Audibert, co-fondateur de Jokoani

Faisant le constat que les lieux ouverts aux familles manquaient cruellement, ils ont décidé, avec son épouse de lancer Jokoani, un lieu inclusif pensé pour le développement et l'éveil de l'enfant par une ergothérapeute et une psychomotricienne.

En février, ils recevront d'ailleurs le label "Choix des familles", décerné par la ministre de la Famille, Sarah El-Haïri à une cinquantaine de projets.

"Pour moi, c'est la preuve que la résistance du 'family-friendly' s'organise, sourit Cédric Audibert. D'ailleurs je ne crois pas que cette mouvance du 'no kids' soit représentative de notre génération de jeunes parents qui ne veulent pas vivre isolés du monde."

Et le chef d'entreprise de conclure : *"Le sens de l'histoire, c'est une plus grande inclusion des familles dans notre société".*

Pour rappel, en 2025, les 645 000 naissances enregistrées représentent le chiffre de natalité le plus depuis la Seconde guerre

mondiale.

Si ce n'est pas le seul paramètre pouvant expliquer le phénomène, il y a fort à parier qu'un meilleur accueil des enfants et des familles dans l'espace public pourrait, de toute évidence, faire partie des solutions.

Nouvelle zone drone, aviation d'affaires, l'aéroport du Havre veut confirmer sa position en 2026

Karine LEROY

7-10 minutes

La journée Évasion organisée à l'aéroport du Havre-Octeville a permis à 1200 personnes de découvrir le site, géré par Sealar. Le directeur d'exploitation Donald De Meester évoque ses perspectives de développement, notamment liées à l'activité drones.



Plusieurs entreprises et start-up spécialisées sur l'activité drones sont installées sur l'aéroport du Havre-Octeville. - Paris Normandie



Publié: 23 Janvier 2026 à 06h51 Temps de lecture: 1 min

L'aéroport Le Havre-Octeville a reçu 1200 visiteurs à l'occasion de la journée Évasion, organisée dimanche 18 janvier 2026. Une fréquentation qui confirme l'intérêt du public pour l'aéroport géré par [Sealar](#) et pour les offres de voyages et de loisirs proposées sur la plateforme. Son directeur d'exploitation Donald De Meester évoque les différents projets.





Donald De Meester est le directeur d'exploitation de l'aéroport Le Havre-Octeville.

Quelle est la position de l'aéroport du Havre face à vos concurrents, notamment celui de Deauville ?

« Nous ne sommes pas vraiment concurrents mais complémentaires avec les trois autres aéroports normands que sont Rouen-Vallée de Seine, Caen-Carpique et Deauville Normandie. Nous sommes exploités maintenant par le même groupe, nous avons donc un gestionnaire commun. La particularité de notre aéroport est d'accueillir des vols opérés par des tour-opérateurs. »

Quelles sont vos perspectives pour 2026 ?

« Nous allons développer le nombre de [départs depuis Le Havre](#), en collaboration avec les tour-opérateurs et les agences de voyages locales. Trente-six sont prévus avec quelques nouveautés. [C'est le cas de l'île de Kos en Grèce, de la Laponie suédoise, de](#)

[l'Albanie et de Prague avec une nouvelle formule week-end](#). Nous allons la tester et si le succès est au rendez-vous, nous pourrions la proposer avec d'autres destinations. Cette formule « city-trip » peut être intéressante pour le public. Nous desservons toujours des destinations devenues incontournables, comme la région des Pouilles en Italie ou les Canaries, en Espagne : la demande est toujours là. »

« C'est une preuve d'audace que de faire cohabiter des drones et des aéronefs dans un espace commun. »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Elles concernent aussi le pôle drones ?

« Nous entamons notre deuxième année d'exploitation du [pôle drone](#), le centre d'innovation Drones Normandie. C'est l'une de nos particularités et une preuve d'audace que de faire cohabiter des drones et des aéronefs dans un espace commun. Certaines start-up qui s'y sont installées sont devenues des entreprises à part entière et continuent de se développer. C'est le cas de [Drone XTR](#), le leader national de la détection et la localisation des drones dans les espaces aériens, notamment pour les sites sensibles, ou de [Roav7](#) qui propose des services innovants. Ces entreprises renforcent la position de l'aéroport comme lieu d'attractivité pour le développement économique du territoire. Cela crée de l'emploi, de la richesse et de la valeur. »

Ce pôle drone est appelé à se développer ?

« La zone de vol est assez restreinte aujourd'hui bien qu'elle permette aux entreprises de tester de nouveaux produits, de développer des drones et services. Nous avons une demande pour exploiter des drones de plus en plus grands avec un rayon d'action plus étendu. Nous aimerions, en collaboration avec [NAE \(Normandie AeroEspace\)](#) qui nous accompagne sur ce dossier, proposer des vols au-dessus de la piste de l'aéroport avec des drones plus conséquents et pourquoi pas, créer une zone de vol à terme qui s'étendrait sur la mer pour développer ce segment d'activité sur l'aéroport. Pour le moment, on travaille beaucoup avec des drones à décollage vertical. L'objectif est de les faire cohabiter avec des drones dotés d'une petite hélice à l'arrière pour qu'ils puissent couper les quatre rotors qui leur permettent de se tenir en l'air. Le drone se développe dans toutes les industries. Je pense qu'il va devenir un enjeu stratégique dans les prochaines années. C'est la raison pour laquelle nous voulons implanter de manière durable cette activité sur l'aéroport. »

Combien de personnes sont employées à l'aéroport ?

« Nous fonctionnons vingt-quatre sur vingt-quatre avec un système d'astreinte afin de répondre à toutes les demandes, à toute heure du jour et de la nuit malgré un effectif restreint mais une très bonne organisation. Nous avons trois agents en charge du contrôle aérien, six pompiers d'aéroport qui exercent aussi des missions de polyvalence comme l'avitaillement, le placement et tout ce qui va être mission bagage, la prévention du péril animalier. Nous employons également deux agents d'opération. Ils répondent aux demandes d'assistance et s'occupent de l'accueil, de l'enregistrement et de l'embarquement des passagers. Nous employons également deux cadres administratifs, une responsable commerciale et administrative et moi-même en tant que directeur. »

Vous accueillez des vols sanitaires, une mission que l'on connaît moins ?

« Nous avons une vocation publique, ce qui explique nos astreintes. Les évacuations sanitaires sont traitées comme des priorités. Généralement, il s'agit de transports d'organes. Ce qui implique une certaine réactivité entre le déclenchement et le vol. Parfois, nous n'avons qu'une heure pour agir mais nous sommes en mesure de mobiliser nos agents rapidement pour répondre à cette demande et assurer une arrivée en temps et en heure de l'organe à son point de destination. Notre flexibilité et notre réactivité, par rapport aux demandes d'assistance que nous recevons, sont l'un de nos atouts. »

Il y a également l'aviation d'affaires ?

« Effectivement, cette activité est importante pour notre aéroport et pour favoriser les déplacements des acteurs économiques importants du territoire. Nous avons comptabilisé environ 360 mouvements en 2025, soit 180 vols d'aviation d'affaires aller-retour. Ce segment est pour nous une priorité. Nous souhaitons d'ailleurs renforcer nos qualités d'accueil pour répondre à la demande, même si nous n'avons pas retrouvé le niveau de trafic d'avant la [crise sanitaire du Covid](#) en 2020. De nouvelles méthodes de travail se sont mises en place comme les visioconférences. Mais nous sommes là pour répondre aux besoins de déplacements des entreprises. Les chiffres de 2025 sont encourageants et l'aviation d'affaires est appelée encore à se développer. »

Qu'en est-il de l'aviation durable ?

« Nous attendons beaucoup du développement de l'aviation durable, notamment avec les propulsions électriques, puisque ce seront des avions de type régionaux dans un premier temps qui en seront dotés. Cela bénéficiera, à mon avis, au développement de l'aviation d'affaires. Il y a déjà des projets en ce sens qui se

concrétisent et qui avancent bien. »

Quels types d'avions pouvez-vous accueillir au Havre ?

« La piste mesure 2300 mètres, ce qui est une taille tout à fait correcte pour un aéroport régional. Elle nous permet d'accueillir des appareils qui vont des jets d'affaires jusqu'aux A321. Nous recevons le plus souvent des Airbus 320 et des Boeing 737 pour l'aviation commerciale, des Airbus 400M et Airbus 730 en vols militaires.

Nous sommes ouverts à la circulation aérienne publique et nous acceptons toutes les demandes de vols à partir du moment où ils correspondent au dimensionnement de notre piste et surtout à la résistance de la chaussée aussi. »

Lire aussi

[Goderville. Une nouvelle soirée « zen » à la piscine Plein Ciel](#)

[Football – Ligue 1 : quand reverra-t-on Abdoulaye Touré sous le maillot du HAC ?](#)

[Festival Foul Weather 2026 au Havre : les premiers noms sont dévoilés !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Économie Le Havre](#)

Alerte Météo. Une nouvelle tempête en Normandie ? A quoi s'attendre avec Ingrid, un département déjà sous vigilance ce week-end

Mathilde Rabaud

3-4 minutes

Les modèles météo convergent vers l'arrivée d'une **dépression active** entre vendredi et samedi sur l'ouest du pays. Nommé Ingrid par les services météorologiques espagnols, ce système pourrait **évoluer en tempête** en abordant la Bretagne.

La Normandie ne se situerait pas sur la trajectoire des rafales les plus extrêmes, mais **le scénario reste évolutif**. Les prochains calculs des modèles seront déterminants pour affiner l'intensité exacte du phénomène.

Vigilance jaune vent dans la manche : horaires et zones concernées

Dans la [Manche](#), une [vigilance jaune vent](#) est déjà en place **vendredi 23 janvier 2026, de 14h à 22h**. Le Calvados et la Manche étaient déjà en [vigilance jaune mercredi](#).

Les conditions pourraient devenir plus sensibles en fin de journée, notamment sur les secteurs exposés.

Sur le littoral normand, et particulièrement dans le **Cotentin**, le vent de sud à sud-ouest pourrait se montrer plus marqué lors des passages les plus actifs.

Rafales attendues : jusqu'à 120km/h sur le littoral normand

Les estimations actuelles font état de :

Dans les terres normandes : rafales généralement comprises entre **80 et 90km/h**, localement un peu plus sous les lignes les plus actives.

Sur le littoral, notamment dans la Manche : rafales pouvant atteindre **110 à 120km/h** lors des phases les plus exposées.

Ces valeurs restent à confirmer, mais elles justifient une **vigilance accrue**, en particulier sur les zones côtières.

Un contexte fragile après la tempête Goretti

Cette nouvelle dégradation intervient alors que la **végétation reste fragilisée** par le récent passage de la [tempête Goretti](#).

Résultat : le **risque de chutes d'arbres ou de branches** est renforcé, tout comme celui de **[coupures ponctuelles d'électricité](#)** en cas de rafales plus fortes.

La prudence est donc recommandée, notamment lors des déplacements en fin de journée.

Quel temps en Seine-Maritime vendredi et samedi ?

Vendredi, le ciel est **couvert le matin**, avec des **pluies faibles** circulant sur l'ensemble du département entre **6h et 12h**. L'après-midi, le temps devient plus variable, avec un **ciel nuageux et des éclaircies**, surtout vers l'ouest de la [Seine-Maritime](#).

Samedi, la journée s'annonce **partagée entre nuages et éclaircies**, avec des températures fraîches.

Des **incertitudes persistent**, notamment en fin de journée et en soirée, où certains scénarios envisagent un temps plus humide. La prévision reste susceptible d'évoluer.

Vers un nouvel épisode tempétueux autour du 30 janvier ?

A plus long terme, les dernières simulations laissent entrevoir la **possibilité d'un nouvel approfondissement dépressionnaire** autour du **30 janvier**.

A ce stade, rien n'est acté, mais le **contexte météorologique pourrait devenir favorable à un épisode tempétueux plus marqué**, selon la trajectoire finale du système.

Les prochains jours seront donc décisifs pour confirmer (ou non) ce scénario.

Une pétition contre la chasse des cerfs en forêt a récolté 25 000 signatures : "Je ne pensais pas vivre une telle boucherie"

Écrit par Pauline Saint

5-6 minutes

Les signataires de la pétition en ligne dénoncent la disparition des cervidés en forêt de Roumare (Seine-Maritime) et ses conséquences sur l'environnement. Mis en cause, l'Office national des forêts (ONF) défend sa politique.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

La découverte de plusieurs cadavres de cerfs, abandonnés près des poubelles, n'a fait qu'augmenter leur indignation.

Depuis des mois déjà, certains promeneurs assidus de la forêt domaniale de Roumare (Seine-Maritime) observaient une disparition progressive de la population de cervidés mais ils n'étaient jamais encore tombés sur des corps, comme en décembre 2025.

Pour Jérôme Bourges, c'est un choc. Ce retraité passionné de photographie animalière a pris des clichés des animaux morts et lancé [une pétition](#) en ligne sur mesopinions.com contre leur mise à mort. En quelques jours, il a recueilli plus de 25 000 signatures.

"J'ai toujours connu cette forêt depuis que je suis gamin. Avec mon père, on a toujours vu des animaux partout : sangliers, biches, cerfs. De très beaux cerfs avec des brames magnifiques et là, c'est le désert total", regrette Jérôme Bourges.

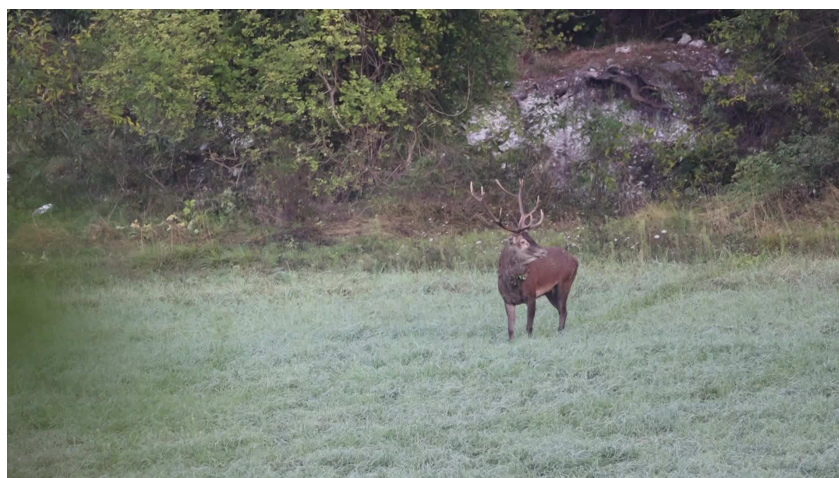
Dans sa pétition, Jérôme Bourges assure voir *"moins de traces de faune, plus aucune harde et plus d'individus blessés pendant les chasses avec des mises à mort en bord de routes sous les regards médusés des passants comme samedi 20 décembre 2025"*.

Des kilomètres de chasseurs postés deux fois par semaine qui tuent tout ce qui passe, c'est une horreur, je n'aurais jamais pensé vivre une telle boucherie. Cette situation me bouleverse car elle menace l'équilibre écologique local et la richesse naturelle que je visite régulièrement depuis 45 années.

Pétition de Jérôme Bourges sur mesopinions.com

VIDÉO. Reportage de François Pesquet et Louis Belin :

durée de la vidéo : 00h02mn11s



Dans cette pétition, il est aussi question des conséquences environnementales de la mise à mort des cervidés. L'association de protection des animaux sauvages (ASPAS), qui soutient Jérôme Bourges dans son combat, met en cause la gestion menée par l'Office national des forêts (ONF).

En effet, l'organisme défend l'idée que la chasse, en l'absence de grands prédateurs, est ["indispensable à l'équilibre et à la bonne santé des écosystèmes forestiers"](#).

Un argument irrecevable pour Lucy Bonmartel, déléguée Eure et Seine-Maritime de l'ASPAS : *"On coupe beaucoup de hêtres pour les remplacer par des essences plus résistantes au changement climatique. Comme ça coûte extrêmement cher de protéger un petit arbre qu'on vient de planter, le plus simple c'est de réduire les populations de chevreuils et de cerfs"*.

Pour l'ONF, la forêt de Roumare demeure trop exposée aux cervidés : *"On voit le houx qui est normalement un arbre buissonnant jusqu'au sol et qui est maintenant mangé jusqu'à 1m50. Il y a aussi les petits houx qui ont du mal à pousser en raison de la pression du cerf"*, démontre Antoine Cambien,

responsable du service chasse à l'agence Rouen de l'ONF.

L'objectif n'est pas de faire disparaître le cerf comme l'affirme la pétition. Il fait partie de la biodiversité forestière mais il faut parce contre qu'il y ait une quantité adaptée au renouvellement forestier.

Antoine Cambien, responsable du service chasse à l'agence Rouen de l'ONF

Un suivi scientifique des populations de faune sauvage permet de fixer des quotas d'animaux auxquels se réfèrent les chasseurs.

Dans la forêt de Roumare, les populations de grands cervidés sont stables voire un peu à la baisse. C'est un sujet très passionnel, les chasseurs veulent voir beaucoup d'animaux, les passionnés de la nature veulent voir des cerfs partout mais nous, on se réfère vraiment aux données techniques, validées scientifiquement.

José Doméné-Guérin, président de la fédération de chasse de la Seine-Maritime

La préfecture de la région Normandie rappelle que les cervidés peuvent continuer à être chassés en forêt de Roumare mais qu'il n'est pas question de réguler davantage leur population.

Avec François Pesquet et Louis Belin

INFOGRAPHIE. Où en est-on de l'épidémie de grippe en Seine-Maritime ?

3-4 minutes

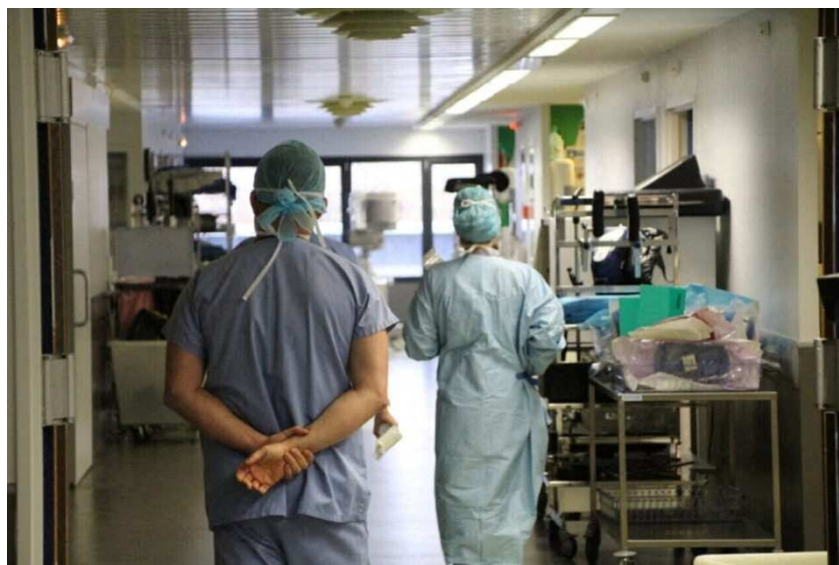
Si la grippe a frappé fort fin 2025 en Seine-Maritime, comme sur l'ensemble du pays, qu'en est-il en ce début d'année 2026 ? Le point avec Santé Publique France.

Sur le même thème

[Grippe](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



L'épidémie de grippe est toujours bien présente en Seine-Maritime en janvier 2026. (©La Dépêche de Louviers)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 23 janv. 2026 à 7h02

Depuis le début de l'hiver, la **grippe** est partout en [Seine-Maritime](#). Fièvre, nez qui coule, toux... nombreux sont les habitants à avoir contracté ce virus, dont le pic a été observé entre Noël et le jour de l'An. D'après les chiffres de Santé Publique France, la grippe a repris de plus belle entre le 12 et 18 janvier 2026, notamment chez les moins de 15 ans.

Explications.

Une épidémie en baisse mais..

Sur cette semaine, la Seine-Maritime enregistre **1 497 cas de grippe sur 100 000 passages aux urgences**. Un chiffre en baisse comparé à la semaine suivante et inférieur aux départements voisins sur la même période (2 323 cas pour 100 000 passages dans l'Eure).

Qu'est-ce que la grippe ?

Il s'agit d'une « infection respiratoire contagieuse due aux virus influenza », explique l'Institut Pasteur. Chaque année, entre 2 et 6 millions de personnes sont touchées en France. Elle se caractérise par l'apparition de plusieurs symptômes : fièvre, douleurs musculaires et articulaires, maux de tête, sensation de profond malaise, et signes respiratoires (toux sèche, gorge irritée, rhinite).

En revanche, sur cette même période, on enregistre 2 560 hospitalisations pour grippe sur 100 000 soit plus que l'Eure (2015) et moins que le Calvados (3335) et la Manche (3174).

On observe que la tranche 0-4 ans, soit les très jeunes enfants, est celle qui recense le plus de cas de grippe.

Les chiffres de la vaccination

La campagne de vaccination contre la grippe s'étend jusqu'au 31 janvier 2026. Fin 2025, 57 % des personnes âgées de 65 ans et plus [une des tranches d'âges les plus à risques, NDLR] étaient vaccinées. Selon les données de Santé Publique France, ces premières estimations sont supérieures à celles de 2024.

Suivez l'actualité de [Rouen](#) et du [Havre](#) sur notre chaîne WhatsApp et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Ne plus prescrire par peur de l'amende, c'est dangereux » : après la grève, paroles de médecin

Blaise Diagne

6-8 minutes

Le plateau est de Rouen n'est pas exactement l'idée que l'on se fait d'un désert médical. Pourtant, Clément Légier, médecin généraliste isneauvillais tout juste de retour de grève, tire la sonnette d'alarme.



Clément Légier est un médecin généraliste établi à Isneauville depuis janvier 2018. - Paris Normandie



Publié: 22 Janvier 2026 à 20h30 Temps de lecture: 2 min

On pourrait croire le docteur Légier préservé de certaines difficultés inhérentes à sa profession. Voire le considérer comme privilégié, lui, médecin généraliste établi depuis le début de sa carrière, en 2018, dans un cabinet médical à [Isneauville](#), sur la petite place du marché. Clément Légier, 36 ans, est associé avec trois autres confrères à la tête de la structure dotée d'une secrétaire médicale. En voisins directs, une pharmacie, un laboratoire d'analyse médicale, un cabinet d'infirmier, une sage-femme, un cardiologue ou un dentiste. La petite ville de 3700 habitants accueille

également, entre autres, un centre paramédical. La clinique du Cèdre est à dix minutes, à [Bois-Guillaume](#), le CHU rouennais pas beaucoup plus loin.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« *On est une zone favorisée, convient sans ambages le praticien. On fait partie des 0,1 % de communes les mieux dotées en médecins généralistes en France* [source Drees, direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques]. » L'offre en matière de santé participe pleinement à l'attractivité d'un territoire qui s'étend à l'ensemble du plateau est.

Les deux piliers attaqués

Malgré tout cela, du 5 au 14 janvier 2026 inclus, avec manifestation à Paris en prime le 10, le médecin a fait grève, comme l'ensemble de son cabinet. Sa patientèle a été prévenue dès la mi-novembre 2025 de cette grande première. L'enjeu était à la hauteur de l'engagement, selon lui. « *La santé a toujours reposé en France sur deux piliers : l'hôpital et la médecine libérale, résume le professionnel. Le premier a déjà été largement attaqué ces dernières années, et un risque pèse maintenant sur le second.* »

Clément Légier fait référence au contenu de la loi de financement de la sécurité sociale adoptée le 16 décembre 2025 « *sans aucune concertation avec les syndicats professionnels* », glisse ce syndiqué chez l'UFML, l'un des principaux syndicats du secteur. Quelques mesures ont concentré l'ire du métier, comme la mise sous objectifs censée lutter contre les arrêts maladie de complaisance.

« *Lever le stylo et ne plus prescrire par peur de l'amende, c'est dangereux.* »

Clément Légier, médecin généraliste

« *Je n'en prescris pas tant que ça, je serais même plutôt dans la moyenne basse* », en dit le médecin, qui retiendrait plutôt un autre aspect de la mesure, le contrôle des prescriptions de « *prise de sang ou d'examen d'imagerie* ». La désertification médicale à l'œuvre ici aussi et une patientèle à la moyenne d'âge plutôt plus élevée qu'ailleurs joue contre lui. « *Les délais pour avoir un RDV chez le dermatologue, l'ORL, le rhumatologue ou le cardiologue s'allongent. Pour gagner du temps sur les diagnostics, je prescris souvent en attendant le RDV. Lever le stylo et ne plus prescrire par peur de l'amende, c'est dangereux. On est dans le soin.* »

Retraite et salariat

Des mesures jugées liberticides pour son métier, Clément Légier en a d'autres. La baisse des tarifs de consultation quand les dépenses ne diminuent pas – « *je paie 65 % de charges* » –, les tâches administratives supplémentaires à effectuer, la fin du cumul emploi-retraite qui permettait de continuer à travailler passé 60 ans... Tout, souligne le trentenaire, concourt à une perte d'attractivité du métier.



Dans le centre d'Isneauville, le cabinet médical du dr Légier est intégré à l'équivalent d'un vrai pôle de santé. - Paris Normandie

« On a un groupe WhatsApp entre médecins, dit-il. Ceux qui ont entre 61 et 62 ans veulent s'arrêter. Au cabinet, deux anciens associés quadragénaires sont déjà partis vers le salariat, le dernier en octobre 2025 : l'un vers la médecine du travail, l'autre à la clinique de l'Europe. »

Clément Légier n'en est pas là, même s'il répète deux fois « [adorer] son métier », comme s'il voulait s'en persuader. « *Je veux être médecin généraliste depuis que j'ai 11 ans. Mais il y a une vraie non-considération de notre travail.* » La ministre de la Santé Stéphanie Rist a annoncé dès le 16 janvier 2026 revenir sur une partie des mesures précitées et souhaiter renouer le dialogue avec les médecins.

Lire aussi

[Ciné piscine, clown, lecture... Que faire le week-end du 23 au 25 janvier 2026 à Rouen ?](#)

[La synagogue de Rouen victime d'une fausse alerte à la bombe : un homme interpellé en Corrèze](#)

[À Saint-Etienne-du-Rouvray, un élève du CFA condamné pour avoir lardé de coups de cutter un camarade](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Isneauville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Élections municipales : Jérôme Blondel, élu depuis 1995 sera candidat à Baromesnil

3-4 minutes

Jérôme Blondel, maire de Baromesnil depuis 2020, sera de nouveau candidat à sa propre succession lors des élections municipales en mars 2026.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)



Jérôme Blondel sera candidat à sa propre réélection lors des élections municipales de 2026. (Photo d'archive) ©Augustin Thibouw

Par [Augustin Thibouw](#) Publié le 23 janv. 2026 à 7h30

Élu à [Baromesnil](#) depuis 1995, d'abord comme conseiller municipal, puis adjoint et enfin au poste de maire, **Jérôme Blondel** ne souhaite pas laisser sa place de sitôt.

Le maire a décidé de se représenter et de mener une nouvelle liste lors des prochaines élections municipales qui auront lieu les **15 et 22 mars**.

S'il admet que le début n'a pas été simple à gérer à cause de la crise du **Covid** et de long mois laborieux qui s'en sont suivis, il

admet volontiers qu'ensuite « tout s'est très bien passé ».

Une décision qu'il avait déjà prise depuis plusieurs années : « J'étais partie pour ne faire qu'un seul, mais en milieu de **mandat** je me suis dit que j'aimerais bien en faire un **deuxième** ».

Pour cela, il proposera à ses administrés, une liste composée de **onze personnes**, 5 femmes et six hommes, **parité** oblige. « Je pensais que ça serait compliqué de respecter la parité mais finalement ça n'a pas été compliqué de constituer la liste », indique le candidat à la mairie.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Par rapport à la liste composée en 2020, **quatre changements** sont à noter, bien que les noms ne soient pas encore dévoilés.

Après six ans passés dans la peau du premier magistrat, il a tout de même vu une évolution par rapport à ses postes précédents au sein du conseil municipal : « Il y a un fossé entre la place d'adjoint et celle de maire. On est en première ligne pour tout, les critiques comme pour les compliments, qui sont beaucoup plus rares ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Après avoir mené les travaux de la place, le parking et bordurage, passage des bâtiments communaux ainsi que l'éclairage public en Led (réalisé par lui-même), la construction du garage communal et des travaux de voirie, le prochain mandat pourrait être marqué par des **travaux sur l'église**. « Il va y avoir des discussions autour de la table mais l'avis de faire la toiture sera sûrement unanime, le seul point, ce sera les finances », se projette Jérôme Blondel.

Un lieu emblématique du village qu'il ne faut pas voir se dégrader au fil d'intempéries.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Interview. « Il y a tellement de choses à faire » : vers un nouveau mandat pour Fouad Nammour, maire de Fontaine-en-Bray

4–5 minutes

Le maire de Fontaine-en-Bray, Fouad Nammour, a décidé de se porter à nouveau candidat aux élections municipales. Son but : continuer de développer son village et de le faire vivre.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Pays de Bray](#)



Fouad Nammour est candidat à sa succession. ©Le Réveil de Neufchâtel

Par [Pauline Defoix](#) Publié le 23 janv. 2026 à 6h18

À [Fontaine-en-Bray](#), près de **Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime)**, petite commune de 175 habitants, le maire, [Fouad Nammour](#) a pris sa décision : il repart à la conquête de la mairie.

Candidat à sa succession

Après un mandat en tant que conseiller puis un premier mandat de maire qui a débuté en 2020, l'homme reste déterminé à faire vivre sa commune et à la développer.

Pourquoi avoir choisi de vous représenter ?

Le début du mandat a été très difficile. Durant deux ans, clairement, nous n'avons rien pu faire en raison **du Covid**. Et pourtant, il y a tellement de choses à faire, même dans une petite commune, de choses à accomplir. C'est pour cela que j'ai décidé de me remettre en selle.

Partez-vous avec la même équipe ?

Non. La liste est renouvelée avec six nouvelles personnes sur onze. Des personnes qui sont bien préparées à faire de Fontaine une belle commune. Une liste que nous avons décidé de nommer « En avant Fontaine ».

Un nom qui met en avant l'énergie nouvelle, la volonté de reprendre les rênes pour faire quelque chose de bien. Des personnes aux profils divers. Il y a des agriculteurs, des informaticiens, des personnes travaillant dans les ressources humaines, des retraités... Une liste rajeunie par rapport à la mandature précédente.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Cela n'a-t-il pas été trop dur pour une petite commune de respecter la parité ?

Dans une petite commune comme la nôtre, il est vrai que cela n'a pas été évident. Les femmes sont plus difficiles à convaincre à s'investir. Mais au final, quatre femmes actives et une retraitée font partie de la nouvelle liste.

Comment envisagez-vous le prochain mandat si vous êtes élu ?

Il y a trois grandes choses que nous aimerions accomplir : réparer l'extérieur de l'église. Un bloc menace actuellement de tomber, installer la troisième **poche à incendie** et refaire les **chemins communaux** qui s'étendent sur 3 km. Mais pour cela, les subventions seront nécessaires.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Le contexte national vous fait peur ?

Bien sûr ! Ma hantise, c'est qu'en raison d'un **budget de l'État** inexistant et le déficit, que cela se ressente sur les budgets des petites communes qui ne sont déjà pas conséquents. Cela peut remettre en cause nos projets. La peur est clairement que nous n'ayons pas suffisamment d'argent pour travailler correctement.

La deuxième chose qui me fait peur, ce sont les normes. Les petites communes, ça nous tue ! Nous avons eu l'exemple avec un couple qui a acheté un terrain, se trouvant dans le périmètre de sauvegarde par rapport à la croix qui est classée. Pour 5 m, ils se retrouvent avec un budget bien plus conséquent. Pas évident quand ce dernier est déjà serré. La question est comment allons-nous aborder cela...

Par ailleurs, en tant que maire, il faut que nous ayons plus de liberté pour **gérer nos ressources**, mais aussi nos problèmes. De quoi sera fait l'avenir ? À cela se rajoutent potentiellement les **élections législatives** en même temps que les municipales. Les habitants comme nous d'ailleurs, on n'arrive plus à suivre, tout ceci risque d'être un vrai casse-tête si cela arrive.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026 au Havre. Magali Cauchois et Jean-Paul Macé candidats pour Lutte Ouvrière

5–6 minutes

Magali Cauchois et Jean-Paul Macé seront les têtes de liste pour Lutte Ouvrière aux élections municipales au Havre en mars 2026. Objectif : faire entendre la voix des travailleurs.

Sur le même thème

[Edouard Philippe](#)

[Lutte Ouvrière](#)

[Municipales 2026](#)



Magali Cauchois et Jean-Paul Macé seront les deux têtes de liste pour Lutte Ouvrière aux élections municipales au Havre en mars 2026. (©VL/76actu ; DR)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 22 janv. 2026 à 8h48

2014, 2020 et maintenant 2026 : c'est la troisième fois que [Magali Cauchois, candidate Lutte Ouvrière](#), se présente devant les électeurs du [Havre](#) lors des **élections municipales**. En 2014, **l'enseignante âgée de 56 ans** aujourd'hui avait récolté 1,41 % des suffrages exprimés, et 0,69 % en 2020. Elle a également participé à plusieurs élections législatives.

À ses côtés pour ce nouveau scrutin : Jean-Paul Macé,
électromécanicien à la retraite âgé de 70 ans. En 2022, il avait été
candidat LO dans la 9e circonscription de la Seine-Maritime, et, en
2024 dans la 7e.

Faire entendre la voix des travailleurs et des travailleuses

Les élections municipales, Magali Cauchois n'en fait « **pas une ambition personnelle** mais la volonté de faire entendre des idées », indique la candidate Lutte Ouvrière.

« Je suis candidate à l'élection municipale pour **faire entendre la voix des travailleurs, des travailleuses** qui ne veulent pas se laisser faire, qui ne veulent pas se résigner au recul de leurs conditions de vie, de leurs conditions de travail et qui veulent **affirmer leur colère, leur dégoût** vis-à-vis de l'évolution de la société plus violente, plus raciste, et qui sont aussi inquiets face à la montée de la guerre, face à la dégradation de toute la société », exprime-t-elle.

Selon Magali Cauchois, « **les élections municipales permettront d'exprimer cette colère.** Elles ne permettront pas de changer notre vie de toute façon mais elles permettront de s'exprimer et de préparer l'avenir pour tous les mouvements qui seront nécessaires pour inverser le cours des choses ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ses co-listiers : « Des gens de la vraie vie »

À ses côtés, outre Jean-Paul Macé, « des gens de la vraie vie ». « Des travailleurs, des retraités, des mères de famille au foyer, pas des politiciens », détaille la candidate. « Si on avait des élus au conseil municipal, notre première préoccupation serait d'être les yeux et les oreilles des salariés, leur dire où va l'argent », indique Magali Cauchois.

Objectif : « **Dire la colère et le ras-le-bol** des revenus qui ne suivent pas les prix, des gens qui bossent pour rien et qui sont inquiets face à la guerre », ajoute la candidate, qui organisera une réunion publique le 12 mars 2026 à la salle des fêtes de Graville.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Pour rappel, voici les autres candidatures déclarées pour les Municipales 2026 au Havre :

Municipales au Havre. Sécurité, propreté, emploi, stationnement... Franck Keller est à la tête de liste UDR-RN

Au Havre, Franck Keller sera en tête de la liste soutenue par l'Union des Droites pour la République et le Rassemblement national aux élections municipales 2026. Présentation.

Municipales au Havre : Jean-Paul Lecoq sera bel et bien le candidat de la Gauche réunifiée

Le député de gauche, élu de l'opposition havraise, déclare officiellement sa candidature à la Mairie du Havre : Jean-Paul Lecoq est désigné tête de liste du Front populaire havrais

Après la présidentielle, Édouard Philippe se présente (aussi) aux élections municipales du Havre

Le maire du Havre Édouard Philippe a annoncé qu'il serait bel et bien candidat aux prochaines élections municipales en 2026.

Municipales au Havre : Sophie Zarifian sera la tête de la liste Le Havre en Débat

La liste citoyenne Le Havre en Débat sera emmenée, sans surprise, par celle qui a créé ce mouvement citoyen au Havre il y a un an, via des vidéos sur les réseaux : Sophie Zarifian.

Élections municipales 2026 au Havre : qui est Charlotte Boulogne, la candidate LFI ?

La section locale de la France Insoumise a investi Charlotte Boulogne, 28 ans, Havraise engagée, pour mener la liste insoumise aux élections municipales de mars 2026. Rencontre.

« Au lieu de subir les élections », des citoyens se préparent pour les municipales au Havre

Le Havre est à vous prépare une liste pour les élections municipales 2026. Sans étiquette politique, ils souhaitent créer leur programme avec les habitants.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026 : à Déville-lès-Rouen, la maire Mirella Deloignon se met « en action pour Déville »

Sylvain Auffret

4-5 minutes

Élue maire de Déville-lès-Rouen en juillet 2024 après le passage de témoin de Dominique Gambier, Mirella Deloignon se lance à la tête de sa propre liste pour poursuivre son implication et « garder la ligne ».



Publié: 23 Janvier 2026 à 06h55 Temps de lecture: 1 min

Élue pour la première fois en 2001 au conseil municipal de Déville-lès-Rouen, aux côtés de Dominique Gambier, Mirella Deloignon, [élue maire en juillet 2024](#) en remplacement de ce dernier, se lance pour sa première campagne électorale en tant que tête de liste. « *Sans Dominique Gambier* », explique-t-elle, attablée à la civette dévilloise, le QG de sa jeunesse associative, mais avec la même équipe d'adjoints, sauf un.

Une liste renouvelée à 50 %

Pour le reste, sa liste « [en action pour Déville](#) », est « *renouvelée à 50 %* » avec « *des gens qui venaient nous voir pour intégrer la liste, certains du monde associatif s'étaient manifestés depuis longtemps, mais on n'a pas pu prendre tout le monde* ». Une liste sans étiquette, mais qui comprend « *les gens du parti communiste* » et des gens venus d'horizon divers (entrepreneur, infirmier, du travail social ou de la petite enfance) et âgés de 30 à 77 ans. « *On a énormément de gens dans l'ombre* », précise Mirella Deloignon.

« On garde la ligne »

Pour le reste, elle souligne que toutes les promesses de la campagne 2020 ont été tenues et que pour l'actuelle, « *on est dans la continuité des nouveaux projets* » : construction de la nouvelle caserne des pompiers, du nouveau centre culturel Voltaire en face, avec un projet d'installation d'un restaurant à côté, ce qui permettrait, avec l'arrivée de Super U aux Asturiennes, de recréer un véritable cœur de ville vivant. Les effectifs de la police municipale et le nombre de caméras verront leur nombre augmenter, mais pas les taux des impôts locaux. « *On garde la ligne.* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Ciné piscine, clown, lecture... Que faire le week-end du 23 au 25 janvier 2026 à Rouen ?](#)

[« Ne plus prescrire par peur de l'amende, c'est dangereux » : après la grève, paroles de médecin](#)

[La synagogue de Rouen victime d'une fausse alerte à la bombe : un homme interpellé en Corrèze](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Déville-lès-Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Ciné piscine, clown, lecture... Que faire le week-end du 23 au 25](#)

Municipales 2026 : Les Républicains de Rouen démentent tout soutien au RN Grégoire Houdan

Sylvain Auffret

4-5 minutes

Le parti les Républicains conteste tout soutien au candidat RN pour les municipales à Rouen. Le commentaire accompagnant son affiche, où il posait avec conseillers municipaux d'opposition, évoquant des élus venus de ce parti.



Publié: 22 Janvier 2026 à 20h00 Temps de lecture: 1 min

Les Républicains ont démenti « formellement » ce jeudi 22 janvier « les propos tenus par [Grégoire Houdan](#), candidat du Rassemblement national aux [élections municipales de Rouen](#), qui affirme bénéficier du soutien de plusieurs élus Les Républicains ».

Sur son affiche de campagne, le candidat RN apparaît entouré des deux conseillers municipaux rouennais d'opposition Pierre-Antoine Sprimont et Marie Berrubé.

Plus adhérent aux Républicains

Le parti Les Républicains souligne que Pierre-Antoine Sprimont n'en est plus adhérent depuis 2023 et que Marie Berrubé en a été exclue suite à son adhésion à [l'UDR](#) (Union des droites pour la République).

Sur les réseaux sociaux, Grégoire Houdan avait accompagné son affiche du commentaire : « La liste que je conduirai sera constituée d'élus expérimentés du Rassemblement national, de l'UDR et Les Républicains et de Rouennais issus de la société civile qui ont leur ville au cœur ». « *Bruno Retailleau et Éric Ciotti m'ont eux-mêmes*

incité à me présenter aux élections municipales à Rouen, nous répond Grégoire Houdan. D'innombrables adhérents LR m'ont d'ores et déjà fait part de leur soutien. Les électeurs des Républicains savent pertinemment que nous sommes les seuls à porter les valeurs qu'ils défendent. »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Ciné piscine, clown, lecture... Que faire le week-end du 23 au 25 janvier 2026 à Rouen ?](#)

[« Ne plus prescrire par peur de l'amende, c'est dangereux » : après la grève, paroles de médecin](#)

[La synagogue de Rouen victime d'une fausse alerte à la bombe : un homme interpellé en Corrèze](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Circulation sur l'A150 : plusieurs kilomètres de bouchon en direction de Rouen](#)



Municipales 2026. À Manneville-la-Goupil, le maire sortant, Christian Solinas, veut continuer de « dynamiser »

Suzelle Gaube

5-7 minutes

Le maire sortant de Manneville-la-Goupil a annoncé se représenter aux élections municipales 2026. Il souhaite continuer à « dynamiser » le village, notamment en développant le commerce et en « faisant la chasse aux logements vacants ».



Publié: 22 Janvier 2026 à 19h37 Temps de lecture: 2 min
Son investissement dans cette commune de 1054 habitants remonte à quatre mandats. Maire sortant de Manneville-la-Goupil, Christian Solinas, 63 ans, veut « *faire un mandat en étant à la retraite* ». Retraite qu'il a récemment prise, lui qui a été commercial dans les produits alimentaires auprès de restaurants et d'écoles. C'est en 2008, lors du mandat de Joël Salaün – mort en cours d'exercice – que Christian Solinas a intégré le conseil municipal. C'est d'ailleurs « *grâce à Joël Salaün qu'on a commencé à transformer* » la commune. Une ligne que Christian Solinas s'est attaché à poursuivre lors de son premier mandat de maire.





Maire sortant de Manneville-la-Goupil, Christian Solinas, se présente aux élections municipales qui se tiendront en mars 2026. - Suzelle Gaube/Paris Normandie

La priorité, « la sécurisation du village »

Depuis 2020, cette transformation a pour but « [la sécurisation du village](#) traversé par trois départementales », avec l'installation de plateaux surélevés, chicanes, cheminements piétonniers, la création de trottoirs... Des travaux réalisés en 2024 et en 2025, comme le cheminement piétonnier qui relie désormais au centre-bourg le lotissement situé au bout de la route des Mésanges. Ou encore la transformation de la place centrale qui était accidentogène. « *On est fiers que tous les piétons puissent se rendre en centre-bourg, à l'école, au terrain de sport en empruntant un trottoir et sans rencontrer de véhicules* », commente Christian Solinas. Dans la continuité, un chemin piétonnier va relier l'église à l'école.

Le maire souligne aussi « *la création d'un chemin terrestre reconnu [PDESI](#), pour plan départemental des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature* », validé en décembre 2024. Un chemin – sous forme de « *boucle* » au sein du village – qui a été fléché par la communauté de communes Campagne de Caux.

Dynamiser la commune par le commerce

La dynamisation de la commune passe aussi par le développement des commerces, selon Christian Solinas. « *On a valorisé le bar des sports avec la création d'une terrasse et d'un parking. En partenariat avec le bailleur social Alcéane, la maison abandonnée située en face du café devrait être transformée en quatre logements et en commerce au rez-de-chaussée* », décrit-il. Sans parler de la salle des fêtes – la salle du Carreau – qui devrait [accueillir un restaurant-épicerie](#) dans les mois à venir.

« Faire la chasse aux logements vacants »

S'il est réélu, Christian Solinas ne manque pas de projets : la rénovation – infiltrations, cadran... – de l'église « *que nous avons déjà commencée* » avec la réparation de vitraux. Le maire souhaite aussi « *faire la chasse aux logements vacants* », au nombre d'une vingtaine. « *Ce n'est pas le tout d'avoir des commerces, il faut aussi des habitations* », notamment pour faire vivre l'école. Il pense

aussi à « l'aménagement de la boucle pédestre avec l'installation de banc, le fleurissement... » Par ailleurs, Christian Solinas veut poursuivre le fleurissement de la commune après avoir reçu « le prix d'excellence pour le fleurissement du village de la part de la Région et du Département ». Après avoir reçu la 1re fleur des villes et villages fleuris, il souhaite décrocher une 2e fleur.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Nouvelle zone drone, aviation d'affaires, l'aéroport du Havre veut confirmer sa position en 2026](#)

[Goderville. Une nouvelle soirée « zen » à la piscine Plein Ciel](#)

[Football – Ligue 1 : quand reverra-t-on Abdoulaye Touré sous le maillot du HAC ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Manneville-la-Goupil \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Nouvelle zone drone, aviation d'affaires, l'aéroport du Havre veut confirmer sa position en 2026](#)



Municipales 2026 : « C'est dans les gênes », pour Gérard Larchevêque qui brigue un 4e mandat à Sauchay

Paris Normandie

4-5 minutes

Issu d'une famille où l'engagement citoyen est très répandu, Gérard Larchevêque repart pour un 4e mandat dans la commune de Sauchay, près de Dieppe.



Une candidature sans surprise pour l'enfant du pays. - Photo PN



Publié: 23 Janvier 2026 à 07h12 Temps de lecture: 1 min

Sans surprise, Gérard Larchevêque est partant pour un quatrième mandat de maire, avec une liste complète de treize personnes complètement renouvelée côté femmes. « *J'aime ma commune et ses habitants, j'ai une bonne connaissance du village.* »

L'agriculteur à la retraite de 65 ans apprécie toutes les casquettes de premier édile : « *Faire appliquer les lois, être au service de la population... On est le confident, on doit être tolérant, diplomate, à l'écoute, disponible.* »



Il a remis la médaille d'honneur départementale à son frère Rémi pour des années de dévouement à la commune. - Photo PN

Une affaire de famille

Gérard Larchevêque totalise 37 ans d'engagement électif. Une véritable tradition familiale : un frère adjoint, un autre ancien maire de Meulers, un troisième maire dans l'Orne, un père ex-premier adjoint à Sauchay, une mère qui y a été conseillère municipale, un arrière-grand-père autrefois maire de Grèges, une belle-fille aujourd'hui sur sa liste... « *Ça doit être dans les gènes* », sourit-il.

Lors de sa cérémonie de vœux, Gérard Larchevêque a remis à son frère Rémi la médaille d'honneur régionale, départementale et communale échelon or pour 35 années au service des collectivités locales (cinq mandats d'adjoint, deux de conseiller municipal). « *Il a toujours été à mes côtés* », apprécie le frère maire. Le récipiendaire, à 78 ans, poursuit l'aventure : il est 13e sur la liste pour les municipales de 2026.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières

Municipales 2026 : Séverine Gest mise sur l'expérience et la proximité pour sa commune de Bourdainville

Paris Normandie

5-6 minutes

La maire sortante, vice-présidente du Département et de la communauté de communes Plateau de Caux, vise un 3e mandat dans son village de 480 habitants aux municipales de mars 2026.



Séverine Gest insiste sur la dynamique de sa liste pour les municipales 2026 à Bourdainville dans le pays de Caux avec une équipe soudée, à l'écoute des habitants. - Paris Normandie



Publié: 22 Janvier 2026 à 10h46 Temps de lecture: 2 min

À l'approche des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, Séverine Gest, la maire sortante de Bourdainville, officialise sa candidature pour un troisième mandat. Forte de son expérience professionnelle, notamment en tant qu'ancienne directrice dans le secteur social à Yerville, de ses deux mandats à la tête de la commune, de [son rayonnement départemental](#), elle s'appuie sur

une équipe solide : 80 % des membres sont issus du conseil sortant, pour un total de treize colistiers.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Pour l'élue, la richesse d'un conseil municipal réside dans sa diversité. Aussi, sa liste rassemble des profils professionnels variés et apporte des compétences complémentaires. « *Dans une petite commune, chaque savoir-faire est un relais précieux* », souligne la candidate.



Séverine Gest, la maire sortante de Bourdainville se présente aux municipales de 2026 avec l'objectif de rester au plus près des habitants. - Paris Normandie

Compétences et disponibilité

Séverine Gest a tenté également d'ouvrir la liste à des jeunes de [la commune de Bourdainville](#), mais elle s'est heurtée à la réalité de la situation. « *J'aurais vraiment souhaité intégrer des jeunes de 18 ans, car ils sont l'avenir et il faut aller vers eux. Mais avec les études et les parcours souvent éloignés, il est parfois difficile pour eux de s'investir durablement.* » Aussi la force de l'équipe réside dans la complémentarité des profils. Certains apportent leur dynamisme professionnel, d'autres leur expérience et leur disponibilité pour assurer une présence régulière et répondre rapidement aux besoins du quotidien.

Le programme de la campagne 2026 s'inscrit dans la continuité de la politique menée lors du mandat en cours, comme la sécurisation du carrefour de Bourdainville. Les travaux devraient démarrer au printemps 2026 avec le rétablissement des passages piétons et la création de cheminements sécurisés. Séverine Gest souhaite également engager l'enfouissement des réseaux projet pour lequel il faudra aller chercher les aides financières nécessaires pour

mener ces travaux sans compromettre le budget de l'école ou les actions sociales du village comme le « Café des citoyens ». « *On ne peut pas rattraper en deux mandats ce qui n'a pas été fait durant des décennies, mais nous avons l'expérience pour bien mener cette campagne* », conclut-elle.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Municipales 2026 : comment la mission locale de Lillebonne pousse les jeunes aux urnes](#)

[Saint-Valery-en-Caux : une pièce de théâtre au profit des sauveteurs en mer](#)

[Municipales 2026 : Bastien Coriton candidat à sa réélection à Rives-en-Seine, « une vraie relation s'est construite »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Bourdainville \(Seine-Maritime\) pays de Caux](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



[Près d'Yvetot, une femme est violemment agressée sur un parking et se fait voler son véhicule](#)



Municipales 2026 : comment la mission locale de Lillebonne pousse les jeunes aux urnes

Robin Rioult

6-7 minutes

Jeudi 22 janvier 2026, près de 80 jeunes étaient réunis à la mission locale de Lillebonne pour une journée consacrée aux élections. Entre ateliers et groupes de travail, ils découvrent le vote et participent activement à la vie démocratique.



Mobiliser les jeunes pour les prochaines élections municipales : à Lillebonne la Mission locale a dédié une journée à ce thème. - Paris Normandie



Par Robin Rioult

Publié: 22 Janvier 2026 à 18h43 Temps de lecture: 3 min

La journée du jeudi 22 janvier 2026 était bien remplie à la mission locale de Lillebonne. De 9h30 à 17h30, plusieurs dizaines de jeunes se sont réunis pour échanger autour des élections

municipales de mars 2026. L'objectif était de les sensibiliser aux enjeux du scrutin et de « *faire notre possible pour les accompagner vers le vote, surtout en ce moment où l'abstention est de plus en plus remarquée* », souligne Catherine Loisel, responsable de secteur. 80 jeunes participent, une mobilisation encourageante. « *On est globalement sur de jeunes majeurs, qui pourront voter aux prochaines élections. Il n'y a que 10 % de mineurs.* »

Des ateliers pratiques et des débats

Pour animer la journée, les animateurs avaient choisi deux temps. Le matin était consacré à des ateliers pratiques : décryptage de programmes politiques, inscription sur les listes électorales, reconstitution d'un bureau de vote... et d'un dépouillement. De quoi rassurer ceux qui n'avaient encore jamais participé à un scrutin. « *J'avais un petit peu découvert le fonctionnement à l'école dans une simulation, mais à part ça, je n'ai jamais voté*, explique Emma, 19 ans. *Le jour venu, on sera moins perdus !* »

L'après-midi était dédiée à un autre pilier de la vie démocratique : la réflexion collective. Répartis en plusieurs groupes de travail, les jeunes ont débattu, échangé et formulé des propositions autour de huit thématiques du quotidien. Les discussions portent sur les loisirs et l'intergénérationnel ; ou sur la mobilité et le développement durable. Le tout grâce à l'encadrement d'animateurs venus des missions locales de Bolbec et de Lillebonne, de la Maison pour tous de Gruchet-le-Valasse ou encore de la MJ4C de Rives-en-Seine. « *On a divisé les jeunes en groupes de cinq*, explique Sébastien, animateur. *C'est plus facile de réfléchir comme ça.* »

Des bonnes idées à dénicher ?

Pour beaucoup, l'exercice est une première approche de la politique. Angélique, 21 ans, confie n'en avoir « *jamais parlé plus que ça. Mais j'adore ! Ça me permet de partager des idées et de voir aussi ce que les autres pensent, parce que ce n'est pas pareil pour tout le monde.* »

Ça me permet de partager des idées et de voir aussi ce que les autres pensent, parce que ce n'est pas pareil pour tout le monde.

Angélique, 21 ans, Participante à l'atelier de la Mission locale. Si l'ambiance est souvent détendue, les idées, elles, sont bien au rendez-vous. Pourquoi ne pas organiser des cours de yoga réunissant jeunes et seniors ? Ou imaginer un dispositif incitant les jeunes à rendre visite aux aînés ? « *La mairie pourrait donner des crédits aux associations sportives jeunes dont les membres*

vont visiter les anciens à domicile, ça réunirait les deux mondes », résumant Hichem et Jordan, du groupe intergénérationnel. Les questions de mobilité alimentent aussi les débats. « *On devrait pousser les petites communes à construire des parkings pour les navettes ou le covoiturage, surtout dans les endroits où le bus ne passe qu'une fois par jour* », propose une jeune femme du groupe mobilité.

L'ensemble de ces propositions sera consigné et conservé par la Mission locale à l'issue de la journée. De quoi inspirer, peut-être, de futurs élus locaux.

Lire aussi

[Municipales 2026 : Bastien Coriton candidat à sa réélection à Rives-en-Seine, « une vraie relation s'est construite »](#)

[Saint-Valery-en-Caux : une pièce de théâtre au profit des sauveteurs en mer](#)

[Municipales 2026 : Séverine Gest mise sur l'expérience et la proximité pour sa commune de Bourdainville](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Lillebonne \(Seine-Maritime\), pays de Caux](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Lillebonne](#)



[Municipales 2026 : comment la mission locale de Lillebonne pousse les jeunes aux urnes](#)



« Près de 27000€ de cadeaux » : entre Dieppe et Eu, un pharmacien tombé dans la tentation doit payer

Arnaud COMMUN

6-8 minutes

Entre 2015 et 2020, un pharmacien alors installé entre Dieppe et Eu a bénéficié de près de 27000€ de cadeaux illégaux. Le groupe Urgo récompensait sa fidélité. La justice l'a condamné le mardi 20 janvier 2026. Environ 8000 pharmaciens ont cédé à la même tentation en France.



Publié: 22 Janvier 2026 à 16h02 Temps de lecture: 2 min

« Je reconnais avoir perçu des cadeaux illicites. Je travaille de 50 à 70 heures par semaine. J'ai été naïf, peut-être grisé par les objets », confie Sébastien, pharmacien de 46 ans, le mardi 20 janvier 2026, devant le tribunal correctionnel de Dieppe. Entre 2015 et 2020, ce professionnel de santé, alors installé à Criel-sur-Mer, entre Dieppe et Eu, a reçu pour près de 27000€ de présents de la part du groupe Urgo.

« 60 % ont refusé »

Le géant pharmaceutique offrait « des montres, des appareils électroménagers, des smartphones, du matériel informatique... » dicit la présidente Marine Guérin. [Près de 8000 pharmaciens ont été pris la main dans le sac](#), sur l'ensemble du territoire français, soit 40 % de la profession. « 60 % des pharmaciens ont refusé ! » lui fait remarquer Diane Arbus, substitut du procureur.





Le pharmacien reconnaît « avoir perçu des cadeaux illicites », même s'il ne voyait pas le mal, initialement. - Photo d'illustration AC / Paris Normandie

« J'étais installé depuis 2014. Les faits remontent à 2015. J'ignorais le côté répréhensible de la chose », plaide Sébastien. L'avocat du Conseil national de l'ordre des pharmaciens, partie civile, ne s'en laisse pas conter : « La loi anti-cadeaux date de 1993. [Elle interdit aux pharmaciens de recevoir des cadeaux en espèce ou en nature.](#) »

Sur catalogue

Marine Guérin rappelle qu'Urgo a déjà été jugé et condamné : « 54 millions de cadeaux ont été offerts par Urgo, sanctionné dans le cadre d'une procédure de CRPC (Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité). » La juge développe : « Une remise commerciale était initialement prévue dans les contrats. Entre 20 et 50 %. »

Un système de points qui permettait d'obtenir des cadeaux sur catalogue à la place des réductions

Marine Guérin, Présidente du tribunal correctionnel de Dieppe
Mais les gestes commerciaux ont dérapé, avec « un système de points qui permettait d'obtenir des cadeaux sur catalogue à la place des réductions. C'était intéressant pour Urgo car la valeur des cadeaux se révélait moindre que les remises. » Problème, « comme les prix étaient fixés par l'État, s'agissant de produits remboursés par la Sécurité sociale, certains étaient alors vendus à perte par la pharmacie. »

« Stress absolu »

La présidente questionne : « Est-ce que ça ne vous a pas fait tiquer de recevoir des montres alors que c'était en rapport avec l'argent de la pharmacie ? » « Avec le recul, oui », répond Sébastien, « mais on se reposait sur le sérieux du laboratoire. Depuis que l'affaire a éclaté il y a trois ans, je suis dans un stress absolu. »

Ce pharmacien est loin d'être un délinquant : son casier judiciaire est vierge, il est marié, père de trois enfants à charge. Il tient désormais une officine dans la Somme, où il déclare gagner 5000€ par mois, comme avant.

Euro symbolique

L'avocat du Conseil de l'ordre souligne que l'usage des cadeaux importe peu : *« Que ce soit pour la pharmacie ou pas, c'est la perception des cadeaux qui compte. On a 90 % des pharmaciens fautifs qui sont jugés en CRPC car les faits sont reconnus. Le laboratoire Urgo a une immense responsabilité dans cette procédure. Néanmoins, l'image des pharmaciens en a pâti, de par la médiatisation de l'affaire. »* L'Ordre réclame l'euro symbolique de dommages et intérêts.

Le parquet n'est pas dans le symbole. La substitut requiert une amende de 30000€, légèrement supérieure à la valeur totale des cadeaux reçus : *« Il a reçu 21 cadeaux, cinq montres, trois iPhones... »*

15000€ d'amende

L'avocate de Sébastien explique que son client ne bénéficie pas d'une CRPC *« parce qu'en 2023 il a dit « je ne reconnais pas la notion de cadeau. » Quand il avait un cadeau, il avait une facture. »* Rien n'était donc caché. *« Son épouse gagne 2000€ par mois. Ils ne vivaient pas dans le luxe. Effectivement, ces cadeaux ont pu le faire rêver. C'étaient des choses qui lui étaient inaccessibles. Il y a eu des cadeaux pour lui et pour la pharmacie. [Même la ministre de l'époque a été condamnée. Elle en a bénéficié pour 20000€.](#) »*

La défense plaide pour une diminution du montant de l'amende, voire une amende avec sursis et la non-inscription de la peine au casier judiciaire B2. Elle est en partie entendue. Sébastien est condamné à une amende de 15000€. La sanction ne sera pas inscrite au B2. Il devra aussi verser l'euro symbolique au Conseil de l'ordre des pharmaciens. Il a 10 jours pour faire appel.

Lire aussi

[Municipales 2026 : « C'est dans les gènes », pour Gérard Larchevêque qui brigue un 4e mandat à Sauchay](#)

[Guillaume Malaurie, fils de l'explorateur et ethnologue dieppois, analyse la situation au Groenland](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe sanctionné suite à son match à Orléans](#)

À Saint-Etienne-du-Rouvray, un élève du CFA condamné pour avoir lardé de coups de cutter un camarade

Cécile Frangne

5-6 minutes

Mercredi 21 janvier 2026, un jeune Égyptien de 18 ans comparaissait pour avoir lardé de coups de cutter un autre garçon de son âge, scolarisé comme lui au CFA de Saint-Etienne-du-Rouvray.



Samir E. s'exprimait depuis le box des accusés avec l'aide d'une traductrice. - Dessin William Brodrick



Publié: 22 Janvier 2026 à 17h34 Temps de lecture: 1 min

« *Je ne suis pas un homme à problème, je suis quelqu'un de tranquille* », jure en arabe Samir E. d'une voix basse et monocorde depuis le box des accusés. Mercredi 21 janvier 2026, ce jeune Égyptien de 18 ans, arrivé en France en 2024 et pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE) comparait pourtant pour avoir lardé de coups de cutter un autre garçon de son âge, scolarisé comme lui au CFA de [Saint-Etienne-du-Rouvray](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Capable de te détruire »

Les faits se sont déroulés devant l'établissement, le 20 novembre 2025 : à la sortie des cours, Mohamed E. – également mineur isolé pris en charge par l'ASE – se dirige vers le métro avec des amis lorsqu'il est pris à partie par le prévenu, qui sort une lame de sa poche et le frappe au ventre. Sa victime riposte en utilisant une bombe lacrymogène puis tente de s'enfuir, mais reçoit cinq coups de lame dans le dos, derrière la tête, à la cuisse et dans le bras. Parvenu jusqu'à la station de métro, il s'effondre dans la rame, où il sera pris en charge par les secours à l'arrêt Champ de Courses. Opéré au CHU de Rouen, le jeune homme se verra prescrire 10 jours d'ITT.

« Je ne sais pas quel est l'état du droit en Égypte, mais en France, on ne peut pas plaider la légitime défense quand on vient à l'école avec une arme blanche et qu'on provoque une plaie à l'arrière de la tête ».

Pierre Gérard, Procureur de la République

La veille, une altercation avait eu lieu entre les deux ados, après qu'un professeur demande à Mohamed de signifier à Samir, qu'il arrête de parler en arabe pendant le cours de français. Une remarque mal prise par ce dernier, qui aurait alors rétorqué : « *Tu sais que je suis capable de te détruire. On verra bien demain...* »

Légitime défense ?

Une version que rejette catégoriquement le prévenu, qui se dit victime de Mohamed E. « *Il me harcelait parce qu'il voulait que je vende de la drogue* », assure Samir E., évoquant même une agression dont il aurait été victime plusieurs mois auparavant. Le 20 novembre dernier, il a simplement voulu « *se défendre* » à l'aide d'un cutter qu'il avait dissimulé près de l'entrée du CFA après avoir été aveuglé par le gaz lacrymo.

Un état de légitime défense sur lequel son avocate insiste, décrivant un jeune homme « *confronté très tôt à la violence et à l'errance* », venu en France « *pour obtenir des papiers* ». « *Je ne sais pas quel est l'état du droit en Égypte, mais en France, on ne peut pas plaider la légitime défense quand on vient à l'école avec une arme blanche et qu'on provoque une plaie à l'arrière de la tête* », lui rétorque le procureur de la République, qui requiert 18 mois d'emprisonnement, assorti pour moitié d'un sursis simple.

Des réquisitions suivies par le tribunal, qui l'a également condamné à un an d'interdiction de séjour à Rouen.

Lire aussi

Derrière la responsabilité financière des gestionnaires publics, le défi d'équilibrer contrôle et innovation

Par Philippine Ramognino

11–14 minutes

“Cette expérience a été à la fois éprouvante et constructive”.

Ce témoignage de la directrice générale des services (DGS) de la ville d'Hyères, Myriam Biville, partagé à l'occasion des Assises nationales de la responsabilité financière des gestionnaires publics (RFGP), résume à lui seul la teneur de la journée d'échanges organisée au siège du groupe privé d'audit Grant Thornton, mardi 20 janvier. L'objectif de cette première édition était de dresser un premier bilan des différentes jurisprudences, d'interroger la notion de responsabilité et de partager conseils et témoignages auprès des premiers concernés : les gestionnaires publics. Ainsi, la DGS de la ville d'Hyères, qui a été mise en cause avec trois de ses collaborateurs, a pu illustrer ce qu'implique concrètement ce type de procédure, que ce soit professionnellement ou personnellement.

Tout a commencé par un marché de travaux, dont l'exécution ne s'est pas déroulée comme prévu. *“On a subi des retards, des défaillances d'entreprise, un certain nombre de malfaçons...”* Autant vous dire que la situation était particulièrement complexe”, a-t-elle relaté. Suite à un contrôle de la chambre régionale des comptes, des problèmes de gestion, tel que le défaut de contrôle de l'exécution du marché, ont été identifiés. Celle-ci a alors déféré le dossier, avant que le procureur de la République ne le transfère auprès de la chambre du contentieux de la Cour des comptes.

Lire aussi : [Responsabilité financière des gestionnaires publics : comment la DGFIP va accompagner ses agents](#)

Après avoir reçu l'ordonnance de mise en cause, Myriam Biville et ses collaborateurs ont dû commencer à organiser leur défense. *“C'était très déstabilisant, il a fallu tout préparer et on ne sait pas trop à qui s'adresser”*, s'est souvenue la DGS. La phase d'instruction implique de répondre à plusieurs questionnaires et de collecter les différents documents pouvant justifier des réponses données. *“Ce fut un travail particulièrement fastidieux, mais il est*

essentiel de consacrer du temps pour bien préparer sa défense”, a poursuivi Myriam Biville.

Pour la DGS de la ville d'Hyères et ses collaborateurs, l'histoire s'est bien terminée, et s'est arrêtée à l'audition à la Cour des comptes. Le magistrat instructeur a considéré que leur responsabilité n'était pas engagée dans les défaillances du marché, et a donc fait une ordonnance de règlement suivie d'une ordonnance de classement. Un véritable soulagement pour la DGS, qui a *“enfin eu l'impression d'être comprise”*.

Épreuve psychologique

Ce sentiment de délivrance était à la hauteur de l'épreuve psychologique qu'implique une telle procédure. Devenue avocate après avoir exercé 30 ans au sein des Cours des comptes française et européenne, Danièle Lamarque a partagé l'expérience de dix affaires prises en charge par son cabinet, *“dix femmes et hommes profondément bousculés sur le plan personnel et professionnel”*. *“Ce ne sont ni des voyous ni des incompetents, et ils sont bousculés par une procédure extrêmement dure, inquisitoriale, qui les met en cause personnellement et dans leur entourage professionnel”*, a poursuivi celle qui a notamment été conseillère maître avant de prendre la présidence d'une chambre régionale des comptes.

En effet, selon le témoignage de Myriam Biville, *“une mise en cause n'est pas sans conséquence sur notre entourage professionnel : cela interroge nos collègues, nos élus, et ternit un peu notre image de manager”*. Au sein même du travail, jongler entre les prérogatives et les responsabilités du quotidien d'un directeur général des services ou d'un directeur d'établissement et la gestion d'un tel dossier ne va pas non plus de soi. *“C'était une épreuve assez douloureuse et émotionnellement difficile qui peut nécessiter un soutien psychologique”*, résume la DGS. De la même manière, de son côté, l'avocate Danièle Lamarque n'imaginait pas qu'elle apporterait *“à ce point un soutien moral autant que juridique”* aux fonctionnaires poursuivis.

Hélène Guillet, présidente du Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales (SND CGT), a également souligné *“l'infamie ressentie et marquante pour une carrière”* qu'implique la RFGP. Pour la directrice générale du Centre de gestion de Loire Atlantique, la faille de sa mise en œuvre réside dans le fait que l'intention et les circonstances ne sont pas suffisamment prises en compte. *“Au fil des premières jurisprudences, nous avons constaté une forme d'automatisation de la sanction, où la commission de l'infraction se déduisait de la seule méconnaissance de la règle de droit sans égard pour la bonne foi*

des mis en cause ou la réalité des contextes”, a soutenu Hélène Guillet, qui a toutefois tenu à saluer les récentes jurisprudences de la chambre d’appel de la Cour des comptes qui “paraissent mieux intégrer les réalités des terrains, notamment sur la définition de l’intérêt personnel”.

Occasion de renforcer le contrôle interne

Même si elle regrette les conditions de sa mise en œuvre, la présidente du SNDCGT n’en salue pas moins le principe de la réforme de la responsabilité financière des gestionnaires publics et les avancées qu’elle induit. Non seulement, il protège l’ordre public financier, impose de rendre compte des décisions, mais il *“pousse à la prévention et nous amène à réinterroger la sécurisation de nos organisations”*, a salué Hélène Guillet.

“C’est une réforme responsabilisante et professionnalisante”, est allé jusqu’à assurer le directeur des affaires financières du département de Savoie, Pascal Bellemin. Pour l’expert, l’extension de la responsabilité à l’ensemble de la chaîne de décision et d’exécution budgétaire amène à réfléchir à la répartition des responsabilités, et donc à une responsabilisation des directions dites “opérationnelles”.

Lire aussi : [Les fonctionnaires mis en cause devant la Cour des comptes pourraient bientôt bénéficier de la protection fonctionnelle](#)

De la même manière, Sylvain Groseil, directeur général du CH Argenteuil, a souhaité aborder le sujet sous l’angle de l’opportunité. *“Est-ce que ce n’est pas l’occasion, dans nos structures, de piloter par la logique des risques, de formaliser mieux les délégations ?”*, a-t-il interrogé. La RFGP peut ainsi être mobilisée pour faire en sorte de diffuser la notion de risque à l’ensemble des échelons, et sécuriser davantage les différents *process*. Pour Pascal Bellemin, la RFGP représente en effet une incitation au renforcement du contrôle interne comptable et financier. *“Il est important que l’on s’efforce d’identifier les zones de risques : une fois ce travail de cartographie effectué, on est alors en mesure de déployer des mesures de maîtrise de ces risques de façon à limiter leur survenue”*, a-t-il détaillé.

C’est exactement ce qu’il s’est passé à la ville d’Hyères à la suite de la mise en cause de ses gestionnaires. Malgré le caractère douloureux de l’affaire, la DGS Myriam Biville a pu en tirer certaines conséquences positives, tenant à une meilleure gestion et prévention des risques. *“Cette expérience m’a amenée à m’interroger sur notre organisation, nos méthodes de contrôle interne, nos process”*, a-t-elle témoigné. Les équipes ont procédé à un passage en revue des circuits de validation, y ont intégré

l'ensemble de la chaîne hiérarchique et vérifié les délégations de signature. Enfin, la DGS et ses équipes travaillent actuellement à la mise en place d'une cellule de contrôle de gestion.

Un enjeu managérial

Au-delà du suivi *stricto sensu*, la RFGP implique également des enjeux managériaux, dans la mesure où le contrôle doit devenir partagé. Pour l'avocate et ancienne haute fonctionnaire Danièle Lamarque, la RFGP représente un contentieux au croisement de deux enjeux : le droit et la gestion. Car pour certaines infractions, notamment celles relevant de la faute de gestion et non de l'intentionnalité, il s'avère bien difficile de qualifier la responsabilité managériale. *“Un DGS est responsable de tout, de l'organisation, de la coordination... Il doit déléguer, mais il est responsable des responsabilités qu'il doit donner, a expliqué l'avocate.*

Nous sommes dans un domaine extrêmement glissant et difficile à définir, qui est l'exercice de la responsabilité du chef, liée aux opérations qu'il doit confier ou exercer avec des collègues.”

Lire aussi : [Louis Gautier : “Il est nécessaire que l'évaluation des gestionnaires publics se renforce”](#)

Selon Danièle Lamarque, les contentieux liés aux marchés vont sûrement se développer, et posent la question de toute la chaîne en amont de leurs exécutions. *“Cela renvoie bien précisément à un exercice managérial qui doit s'occuper de la définition des risques et de ce qu'on met en place pour les pallier”, a résumé Danièle Lamarque.* Une réalité que Myriam Biville a pu observer sur le terrain. *“Cela m'a permis d'évoluer dans ma pratique managériale”,* illustre la DGS, qui a engagé un travail d'acculturation de l'ensemble de ses collaborateurs et mobilisé les directeurs pour qu'ils déploient des outils de suivi de leurs activités.

Trouver le bon curseur

Finalement, tout l'enjeu demeure de trouver le bon équilibre : une organisation qui garantisse le bon usage des deniers publics tout en ne freinant pas l'innovation et la proactivité, à une ère où l'expérimentation et le droit à l'erreur sont justement poussés au plus haut niveau. *“Si nous voulons encourager l'innovation, l'audace, si nous voulons inciter à la qualité du service public, il nous faut agir dans un cadre sécurisé et sécurisant”, a résumé Hélène Guillet.*

Car l'un des risques de la réforme, plusieurs fois pointé lors de cette journée, serait que les agents se brident par crainte de poursuites. *“Déresponsabilisation, inertie, difficulté accrue, mise à mal des fonctions à haute responsabilité, désaffection pour ces*

emplois " sont autant de conséquences potentielles, selon la présidente du SNDCGT. Pour Myriam Biville, les incertitudes autour des modalités de la RFGP, qui évoluent au fil de la jurisprudence, ont même suscité chez certains de ses collègues *"une sorte de psychose"*.

Lire aussi : [Pour contrer la "démotivation" des décideurs publics, le rapport Vigouroux appelle à restreindre leur mise en cause pénale](#)

"Je m'interroge sur le risque de mener à une certaine forme de paralysie de l'action publique par excès de règles, de procédure et de contrôle qui pourrait nuire à l'efficacité de l'action publique, a-t-elle ajouté. Aujourd'hui, j'ai presque l'impression de consacrer une grande partie de mon temps à la mise en place de ces procédures de contrôle et de perdre un peu de vue le cœur de notre métier, qui est de mettre en place les politiques publiques."
Le DGS peut également être pris en tenaille entre les attentes de son exécutif et son devoir de responsabilité.

"L'inconvénient de cette réforme est qu'on pourrait être tenté d'adopter une posture prudentielle, abonde Sylvain Groseil. Mais est-ce que l'intérêt de la structure que je gère est préservé ? Je n'ai pas la réponse." Tout l'enjeu est de définir le bon niveau de formalisme, afin de définir des plans d'actions et une organisation adaptée. *"Certes on ne peut pas rester dans un flou artistique, mais a contrario il ne faut pas tomber dans le carcan, dans des systèmes qui rendent les choses inertes, a résumé Pascal Bellemin. Il faut être extrêmement vigilant à trouver ce curseur dans la mise en œuvre"*. Une nouvelle responsabilité, donc, qui vient s'ajouter à la longue liste de celles des directeurs de services ou d'établissement.

À la Dila, l'IA se construit en fonction des besoins métiers

Par Victoria Beurnez

6-7 minutes

À la direction de l'information légale et administrative (Dila), la quête de l'intelligence artificielle se fait avec réflexion. La Dila s'est lancée en 2023 dans la course à la technologie, en gardant, malgré sa volonté d'avancer, une approche réservée en la matière. Elle a déjà lancé deux outils, actuellement mis à disposition de ses agents. Un premier, Aria, est un outil basé sur les ressources documentaires et données de la Dila. Cet "outil d'assistance de réponse aux usagers", spécifiquement entraîné sur les données produites et mobilisées par la Dila, outille aujourd'hui la cinquantaine d'agents du site de Metz, chargés d'apporter des informations aux usagers de Service public.

Pour la direction, dont la production de données est le cœur de métier, le lancement de cet outil était un pan "*stratégique*" inévitable, détaille Stéphane Haramburu, le sous-directeur des systèmes d'information de la Dila. "*Aujourd'hui, nous constatons qu'Aria, dans lequel on intègre nos bases de données, apporte un niveau qualitatif qui est bien meilleur que des agents généralistes*", avance le sous-directeur.

Fidèle au mode projet de l'administration, l'équipe IA remet régulièrement en question son outil. Elle s'est d'ailleurs rendue, en décembre dernier, sur le site de Metz pour échanger directement avec les agents et recueillir leurs retours et remarques sur Aria, mais aussi leur expliquer comment maîtriser les fameux "prompts", ces demandes usagers spécifiques à l'IA générative.

100 % des agents acculturés d'ici fin 2026

Le processus devrait être reconduit en 2026. Il s'inscrit dans une volonté plus large d'embarquer la totalité des agents dans le train de l'IA. Dès 2023, la direction a entamé une série de plénières, missionnant des spécialistes externes pour acculturer les agents. "*C'est un axe stratégique de la formation de savoir comment on va emmener les agents vers l'intelligence artificielle. Le sujet est suivi au haut niveau de la direction ; des cafés-demos sont organisés, et*

un plan de formation en physique va être mis en place, basé notamment sur des outils pédagogiques de la Dinum”, explique le sous-directeur. L’objectif est affiché : la direction voudrait, d’ici à la fin de l’année, avoir acculturé 100 % de ses agents à l’IA, “pour leur permettre de rentrer dedans, de la comprendre, et surtout de la démystifier”, explique Romain Lesieur, directeur de l’intelligence artificielle au sein de la Dila.

Lire aussi : [La nouvelle direction de programme IA de la Justice dévoile ses premiers chantiers](#)

En misant sur une approche centrée sur le métier avant la technologie, elle a aussi lancé, en octobre dernier, Signale IA, un outil de traitement des amendements, visant à affranchir les agents ministériels du travail lourd et chronophage de tri pour préparer les “fiches de banc” présentées aux députés. Signale IA permet notamment de détecter les amendements doublons, de générer des résumés ou encore de récupérer des fiches de bancs précédentes sur des propositions ou projets de loi similaires.

“Signale IA s’appuie sur une logique de simplification, avec des résumés, de la similarité, et tous les paramètres permis par la puissance des grands modèles de langage. Aujourd’hui, ça permet de passer de quelques heures, voire quelques jours de travail manuel à quelques minutes selon le nombre d’amendements à traiter”, développe Romain Lesieur. Dans le cadre de l’examen du PLF 2026, quelque 1 600 agents ont ainsi pu lire et traiter un total de plus de 17 000 amendements, toutes lectures confondues.

Faciliter le traitement des amendements

L’équipe réfléchit déjà à une deuxième version de son outil, qui permettrait de faciliter le travail attendant au tri des questions parlementaires. *“Les équipes travaillent dessus aujourd’hui pour évaluer cette possibilité. Nous avons creusé cette question en premier lieu car il s’agit d’un besoin métier identifié”, précise Stéphane Haramburu. Pas question, pour la Dila, de “faire de l’IA pour faire de l’IA” : chaque produit doit répondre à un besoin métier précis, et cadré. “ Signale IA, par exemple, a un but précis : faciliter le traitement des amendements. Il faut arrêter de faire de l’IA partout et pour tout”, abonde Romain Lesieur. “Nous essayons de construire de manière intelligente avec les métiers, pour les métiers et leurs usages.”*

Lire aussi : [L’État ouvre l’expérimentation de son Assistant IA à 10 000 agents publics](#)

La conception actuelle d’Aria et Signale IA permet aussi, sur une volonté de la direction, de créer un socle commun pour de futurs outils d’intelligence artificielle, sur lesquels elle planche déjà.

“L'idée n'est pas de dépenser n'importe comment, donc nous avons structuré une plateforme interne nous permettant d'embarquer de nouveaux sujets plus rapidement et efficacement, en capitalisant sur les connaissances qu'on a acquises aussi bien en termes de code que de traitement, de sécurité, ou encore durabilité”, argumente Romain Lesieur.

Rodée sur le sujet, la direction de l'information n'est pas pour autant frileuse aux projets extérieurs ; elle s'est d'ailleurs rapidement portée volontaire pour faire partie des “bêta-testeurs” de [l'Assistant IA](#), coproduit par la direction interministérielle du numérique et Mistral AI, pour outiller les agents. Les premiers flux devraient d'ailleurs être ouverts ces prochains jours pour les agents de la Dila. Pour autant, le dispositif viendra en complément d'Aria, plus à même de répondre aux besoins spécifiques des agents. *“Il faut imaginer ça comme la différence entre un médecin généraliste et un ophtalmologue”,* illustre, fièrement, Stéphane Haramburu.

Élections professionnelles : les nouvelles règles du jeu pour 2026

Par Marie Malaterre

5–6 minutes

Si, en ce début d'année, tous les regards sont davantage tournés vers le scrutin municipal de mars prochain, les élections professionnelles dans la fonction publique, programmées pour le mois de décembre, inaugureront un certain nombre de nouveautés.

Alors que se tient ce 22 janvier le premier groupe de travail de l'année entre employeurs et syndicats autour des élections professionnelles, des mesures de simplification et d'harmonisation du scrutin et plus globalement du dialogue social entrent en vigueur cette année.

Ainsi, le décret harmonisant les dispositions applicables aux élections professionnelles dans la fonction publique et aux instances de dialogue social, publié le 31 décembre dernier, entend poursuivre deux objectifs principaux : tirer les enseignements des élections professionnelles de 2022 à travers différentes mesures pour faciliter la préparation et le déroulement des élections de décembre 2026, apporter des modifications relatives à la composition des instances et destinées à améliorer leur fonctionnement.

Lire aussi : [Fonction publique territoriale : les directeurs écartés du dialogue social](#)

Parmi les principaux changements, les dispositions applicables aux trois versants de la fonction publique prévoient que les listes électorales ne peuvent plus être modifiées à l'issue de la période officielle de correction de ces listes. Une exception est prévue si un événement postérieur à cette période et prenant effet au plus tard la veille du scrutin entraîne pour un agent l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur à une instance. Pour donner la possibilité aux employeurs d'apporter des modifications aux listes électorales, quel que soit le motif, le plus tard possible avant la date des élections et fiabiliser les listes, le décret supprime la condition de postériorité de l'événement autorisant les dernières corrections sur

les listes électorales dans les trois versants de la fonction publique.

Aussi, le texte introduit une clause d'inéligibilité propre au comité social territorial (CST) dans la fonction publique territoriale (FPT) pour les agents occupant des emplois fonctionnels de direction. Il complète ainsi les dispositions du Code général de la fonction publique (CGFP) qui fixent les conditions d'inéligibilité commune aux comités sociaux, afin de prévoir, pour les CST, l'inéligibilité des agents titulaires d'emploi fonctionnel de direction exerçant leurs fonctions dans la collectivité territoriale ou l'établissement public auprès duquel le CST est placé.

Contrôle des conditions d'éligibilité des candidats

Autre nouveauté, le texte apporte des corrections concernant la présentation des listes de candidats aux élections des CST dans la FPT. Il supprime ainsi la possibilité pour les listes de comprendre, au plus, un nombre de candidats égal au double du nombre de sièges à pourvoir.

Le décret harmonise également les dispositifs de contrôle de la recevabilité des candidatures des organisations syndicales dans les trois versants de la fonction publique, en instaurant un délai d'information des organisations syndicales pour les comités sociaux d'administration (CSA). Il impose désormais à l'administration d'informer les organisations syndicales, au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des candidatures, d'une éventuelle irrecevabilité de leur candidature au CSA. L'objectif étant de sécuriser la procédure d'examen de la recevabilité des candidatures des organisations syndicales aux élections.

Lire aussi : [Les élections professionnelles dans la fonction publique se dérouleront le 10 décembre 2026](#)

Autres apports du texte, l'allongement du délai de contrôle des conditions d'éligibilité des candidats en cas de scrutin de liste pour les instances de la fonction publique d'État (FPE) et de la FPT, l'instauration d'une suppléance des délégués des bureaux de vote en cas de vote à l'urne ou encore une rationalisation du contenu des procès-verbaux d'élection dans les trois versants de la fonction publique.

Concernant les dispositions relatives à la composition des instances de dialogue social, le décret permet en premier lieu de maintenir les CSA ministériels et d'administrations existants en cas d'évolution du périmètre du département ministériel dès lors que l'intérêt du service public le justifie et que cette évolution ne modifie pas la représentativité de ces comités.

Autre mesure impactant le dialogue social, l'introduction d'un recours au tirage au sort en cas d'impossibilité de remplacement des membres des instances par les organisations syndicales pour les comités sociaux des trois versants et les CAP de la FPE et aussi l'instauration d'une faculté de dérogation au nombre de représentants titulaires du personnel des CAP dans la FPE.

Décarbonation des métropoles : le difficile passage de la stratégie à l'action

Par *Philippine Ramognino*

11–14 minutes

“Ce n’est pas un plan climat qui va faire bouger les élus.”

Cette phrase a souvent été rapportée à Aurélia Heurteux, docteure en sciences de gestion, lors de sa thèse sur le thème “Le développement durable dans les métropoles françaises”, finalisée en 2019. Les documents, obligatoires, étaient bien réalisés par les services, mais se limitaient souvent à du *reporting*. Et, parfois, ils n’étaient tout simplement pas consultés par les élus.

Mais, depuis 2019, la donne est censée avoir changé.

La planification écologique a incité, sinon contraint, les métropoles à s’emparer pleinement du sujet. Il suffit de consulter les projets des différentes métropoles : c’est désormais la course à qui aura le meilleur “plan climat”, les objectifs chiffrés les plus ambitieux, les engagements les plus innovants. Du point de vue de l’affichage, donc, les élus ont bien changé de paradigme. Mais cela se matérialise-t-il dans les faits ?

Car le principal enjeu de la décarbonation des métropoles reste d’élaborer, et d’assumer, une orientation claire. *“La transition écologique implique une autre manière de penser l’aménagement, qui nécessite une vision stratégique”*, résume Stella Gass. Pour la directrice de la Fédération nationale des SCoT, cela revient surtout à connaître ses leviers d’action opérationnels et à les mettre en œuvre. *“Si certains élus ne manquent pas de discours, ils peinent davantage à tracer le chemin permettant de les concrétiser”*, poursuit-elle.

Lire aussi : [“Pour mettre en œuvre les politiques écologiques, la métropole n’impose jamais, elle ne fait que proposer”](#)

Cette “vision stratégique” est censée prendre chair dans le plan climat-air-énergie territorial (PCAET). Car si la manière d’aborder la transition écologique varie d’une métropole à l’autre, elles partagent un point commun : l’obligation de mettre en œuvre ce

PCAET. Considéré comme le véritable “bras armé” de la décarbonation des métropoles, il doit leur permettre de structurer leur politique en fixant des objectifs précis.

“L’État demande aux acteurs de dresser un bilan de leurs émissions et de leur production, d’évaluer leurs ressources, puis de définir une trajectoire assortie d’objectifs chiffrés en explicitant les moyens d’y parvenir, résume Marie Dégremont, directrice des études de la Fabrique de la Cité. Mais au-delà de cet exercice de planification, il n’existe pas de réelle contrainte ni d’obligation.”

Millefeuille administratif

Première difficulté du PCAET : il doit s’articuler avec d’autres documents, que sont notamment le plan local d’urbanisme intercommunal (PLUi) ou le programme local de l’habitat (PLH). *“Cette articulation n’est pas toujours évidente, il existe parfois quelques contradictions”,* observe Marie Dégremont. Juridiquement, l’articulation entre les schémas régionaux d’aménagement, de développement durable et d’égalité des territoires (Sraddet), les PLU ou encore les PLUi, est en effet normée. Mais dans les faits, la conformité n’est pas toujours totale.

Le problème du “millefeuille” est aussi interne. *“On rencontre un problème d’action métropolitaine : une multiplication de documents non contraignants”,* abonde un élu. Au vu de l’élargissement de leurs compétences, les métropoles doivent en effet définir “une trentaine de schémas” : programme alimentaire, ENR, transport, foncier, politique de marketing territorial...

Lire aussi : [Quand l’urgence climatique rebat les cartes du dialogue intercommunal](#)

Au-delà de la difficile articulation des documents, le principal défi du PCAET reste son opérationnalisation. Durant les différents travaux qu’elle a pu mener sur la décarbonation à l’échelle métropolitaine, Charlotte Halpern, ex-directrice de l’Institut pour les transformations environnementales de Sciences Po Paris, a observé une bonne capacité à réaliser des diagnostics carbone et des plans, stratégies et feuilles de routes. *“Les métropoles ont des objectifs magnifiques et très ambitieux – tout cela est bien cadré –, en revanche les difficultés se situent plutôt au niveau des outils beaucoup plus opérationnels, donc de la manière dont on passe à l’action”,* partage la docteure en science politique.

Les limites de la portée de ces documents pointées par Aurélia Heurteux tenaient généralement au bord politique.

“Certains services avaient de supers outils, s’étaient embêtés à

faire des tableaux de bord et à les partager aux élus, qui n'en tenaient pas du tout compte dans leurs décisions, poursuit Aurélia Heurteux. Beaucoup de projets sont tombés ainsi. Pour les agents, ce n'est pas très motivant."

Ces limites seraient toujours d'actualité. Un expert revient sur une conférence organisée au printemps dernier, qui réunissait les DGS et les DGA des grandes intercommunalités. *"Ils étaient tous très fiers de leurs plans et schémas, mais je pense qu'ils sous-estimaient l'enjeu de restructuration des routines administratives",* relate-t-il. *"Il y a une vraie inertie dans la manière de faire, par habitude."* Les métropoles étant de grandes organisations, migrer vers d'autres modes de conception et de mise en œuvre des politiques publiques ne va pas de soi. *"Je pense que ce chantier n'est pas totalement dans la tête des élites qui dirigent ces grandes bureaucraties locales",* poursuit cet observateur.

Vers une logique commune

Jean-Patrick Masson, vice-président de Dijon Métropole, reconnaît ces décalages entre les objectifs initiaux du PCAET de sa métropole et certains résultats finaux. *"Il existe des sujets sur lesquels on est allé vite, et des sujets où on a beaucoup ramé",* relate-t-il. *"La première raison est qu'un grand nombre d'objectifs du plan climat concernent de manière parfois marginale la collectivité."* Ainsi, l'un des enseignements de l'état des lieux réalisé pour le PCAET précédent est que le cœur de la machine, pour réussir à éviter ces décalages, réside dans la définition des bons outils de coopération avec le reste des acteurs.

Le PCAET de la métropole de Dijon a également gagné en robustesse lorsque les équipes l'ont doté d'indicateurs précis, capables de produire de la donnée. *"Aujourd'hui, on constate des décalages, mais on est capable de simuler un certain nombre de décisions pour vérifier nos capacités d'atteindre les objectifs",* assure l' élu.

La question du suivi du PCAET reste donc aussi importante que son opérationnalisation. Des moyens sont nécessaires à la fois pour évaluer les propositions, documenter les actions et faire remonter les informations pour vérifier si les projets suivent les résultats attendus. Tout cela nécessite que les services engagent une démarche de complémentarité. Une coordination qui dépend, à nouveau, de la priorité politique : si un élu s'est fait élire sur ce projet, il donnera nécessairement plus de force à son PCAET. Il pourra alors demander régulièrement des comptes à ses

vice-présidents concernant les enjeux écologiques et, surtout, sommer ses troupes d'aligner leurs arbitrages en fonction.

“L’organisation interne de la collectivité détermine si le PCAET obtient les arbitrages nécessaires et s’il est effectivement suivi et mis en œuvre face aux autres enjeux, résume Marie Dégremont. Parfois il constitue une priorité, parfois non.”

Lire aussi : [Décarbonation : de la performance à la résilience, la mutation des métropoles](#)

“Le PCAET élaboré en 2019 avait beaucoup de qualité et était déjà assez lucide sur la trajectoire”, assure de son côté Jérôme Bastin, directeur général adjoint du pôle stratégie, développement, aménagement à Rennes Métropole. Pour lui, le problème majeur de la version précédente tenait à son statut de document isolé, juxtaposé aux autres outils de planification : “Le PCAET coexistait avec le PDU, le programme local de l’habitat, le PLUi... sans véritable coordination”, explique-t-il.

S’il est fait dans le dialogue (avec une concertation entre les différents acteurs de la métropole), le PCAET peut donc finalement s’avérer un moyen de dépasser cet enchevêtrement, ce “millefeuille administratif”, en amenant tous les services vers une logique commune. Ainsi, à Rennes Métropole, le nouveau PCAET marque un changement de posture : il n’est plus un document annexe, mais serait devenu le logiciel même de la métropole. *“C’est désormais le projet de territoire, il renvoie à l’ensemble des documents sectoriels”, assure Jérôme Bastin.*

Connexion financière

Parler de passage à l’action revient forcément à en venir aux investissements. Car bien qu’il soit possible d’améliorer certaines pratiques à moyens constants, le nerf de la guerre reste souvent l’argent. Or, *“les objectifs climat ne s’accompagnent pas toujours d’une trajectoire concrète permettant d’évaluer l’enveloppe financière nécessaire”,* partage Laura-Lou De Jesus, chargée de recherche à l’Institut de l’économie pour le climat.

Pour accompagner les collectivités, le *think tank* a récemment coconstruit une méthodologie. Même si elle n’a pas vocation à détailler le coût précis de chaque opération, il s’agit de donner un ordre de grandeur financier à accoler aux objectifs. *“Pour y parvenir, il est essentiel d’associer aux objectifs climat une trajectoire concrète : un nombre de m² à rénover, un nombre de kilomètres de transports en commun à développer”,* souligne Laura-Lou De Jesus. *“Et, surtout, une fois cette stratégie chiffrée, il faut l’intégrer au plus vite dans le dimensionnement financier de la*

politique d'investissement.”

Une connexion entre les deux s'avère primordiale : une fois qu'elle passe au réel, la métropole doit s'assurer des crédits d'investissement permettant de le financer. *“Nous avons fait le choix de réaliser, en début de mandat, une programmation pluriannuelle des investissements – ou PPI – véritablement axée sur la transition écologique, et qui nous a permis d'agir très vite”,* témoigne Pierre Athanaze, vice-président en charge de l'environnement à Lyon Métropole. *“Nous l'avons heureusement anticipée à une époque où les temps étaient meilleurs, et cela nous a permis d'avoir la vision que l'on a aujourd'hui.”*

“Schizophrénie de l'action publique”

En résumé, un PCAET concrétisé est le fruit d'une transversalité et d'une gouvernance associée à une PPI alignée climat. *“Le PCAET est un révélateur, un outil de formalisation, mais il ne crée pas la dynamique en tant que telle”,* analyse Jérôme Bastin. *“Il la structure, permet de la suivre, mais il s'agit avant tout d'un mouvement de fond porté par l'ensemble de la collectivité.”*

Lire aussi : [Les métropoles, fers de lance de la transition écologique territoriale](#)

C'est seulement à cette condition que les métropoles peuvent passer des discours aux actes. Et, ainsi, dépasser une certaine *“schizophrénie de l'action publique”* pointée par Glen Dissaux, vice-président de Brest Métropole en charge du plan climat. *“Les grands objectifs du plan climat peuvent être votés le lundi, puis le vendredi, on adopte des décisions qui font exploser notre bilan carbone et contredisent les objectifs de sobriété qu'on s'était fixés”,* illustre-t-il.

Pour cet élu écologiste, le défi est là : parvenir à intégrer tous ces grands discours sur la décarbonation afin qu'ils irriguent les différentes politiques publiques, qui s'appuieraient sur des PPI alignées climat. *“Tant qu'on n'aura pas franchi ce cap, on continuera de parler dans le vent”,* conclut-il. L'heure est donc au changement de posture : les métropoles ont respecté leurs obligations d'état des lieux et de planification, et pour le mieux. Mais, désormais, il faut rentrer dans le dur.